



ORGANISATIONS ET REPERIONS LIBERTAIRES

N°85 MAI-JUIN 1990

20 FRANCS



Voici le troisième IRL depuis les vacances de l'été 89. Nous qui avons l'habitude de sortir 5 numéros pendant notre «exercice»...

Beaucoup de choses ont été à l'origine de cet état de fait. Nous l'avons expliqué dans le numéro précédent. Et, depuis, un autre problème s'est greffé à la «longue» liste de nos misères passées. Il y a un an, la poste nous a fait remarquer que le titre de notre revue (IRL) ne correspondait pas à celui figurant sur la Commission Paritaire (Informations Rassemblées à Lyon). Nous avons eu beau leur expliquer que depuis le numéro 4 ou 5, il y a plus de 15 ans, seules les initiales IRL apparaissent en gros sur la couverture.

Las! Qu'à cela ne tienne, nous décidâmes donc d'entreprendre des démarches auprès de la

Commission Paritaire pour faire le changement de titre.

On nous envoya quelques formulaires à remplir. L'un d'eux était à faire signer par un expert comptable!

Nous avons trouvé cela plutôt risible.

On s'est fendu d'un petit mot pour leur expliquer. Le petit mot a du passer à la poubelle, règlement-règlement!

On nous renvoie les formulaires. Cette fois, on fait les bêtes. On oublie de remplir le papier gênant. Vlan, on nous retourne le courrier en nous demandant la signature de l'expert comptable!

Troisième et dernière en début d'année. Cette fois-ci un courrier plus «offensif», non nous ne pouvons décemment pas faire viser nos comptes par un expert comptable,

et là, miracle, enfin la réponse. En substance: «vous ne sortez pas tous les trois mois, vous ne diffusez pas assez par rapport à votre tirage; vu les articles... et ... du code de la presse, vous n'avez plus votre numéro de commission paritaire et surtout vous ne bénéficiez plus du tarif économique de la presse».

Nous en sommes tombés le cul par terre. Pour 1000 exemplaires expédiés en France, il fallait compter 500 francs à peine de port. Il faudrait compter 8 fois plus pour en envoyer 1000 maintenant. Nous allons essayer de réduire nos envois à 600 environ, ce qui fait 2500 francs de port. La moitié d'un numéro d'IRL!

Les temps sont vraiment durs, vous ne trouvez pas! Nous qui avons sensiblement réduit les frais

de fabrication d'IRL, nous voilà maintenant obligés de sortir 2500 francs pour l'expédition (auxquels on doit rajouter les 1000 francs d'expéditions pour les autres pays).

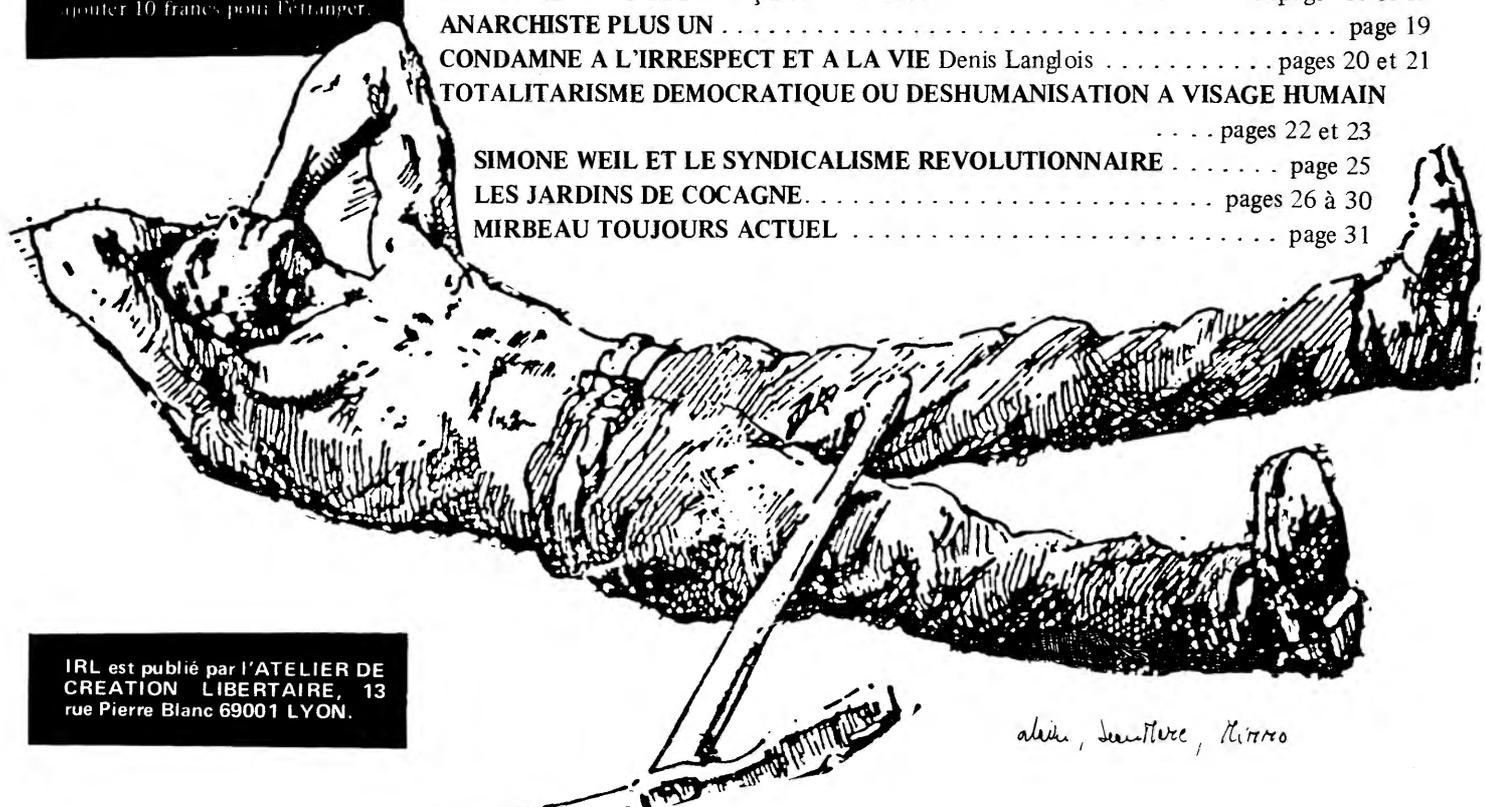
Mais qu'à cela ne tienne, nous allons faire en sorte, pour la rentrée de trouver des solutions pour ce problème de poste. Nous vous invitons juste à vous abonner, si ce n'est pas déjà fait, et à vous réabonner, sans trop attendre si votre abonnement est déjà terminé ou est sur le point de se terminer.

Pour finir et avant de vous souhaiter au revoir et à la rentrée, nous nous excusons auprès de tous ceux qui nous ont envoyé des communiqués. Nous n'avons, encore une fois, pas pu les passer. Qu'ils continuent tout de même à le faire...

IRL: Informations et Reflexions Libertaires - Directeur de publication: Alain Thévenet - Commission paritaire: 55270 - ISSN: 0398-... - Imprimé par Bosc Frères - Dépôt légal à parution / Rédaction et administration: IRL c/o ACLR 13 rue Pierre Blanc 69001 Lyon tel: 78 29 28 26 - Réunions de rédaction tous les jeudis à 20h30 - Abonnements: 5 numéros (1 an): 90 F - 10 numéros (2 ans): 170F - ajouter 10 francs pour l'étranger.

S O M M A I R E

MOINS QU'HUMAINS..... pages 3 à 6  
 PREMIER MAI A PARIS ..... pages 7 et 8  
 NICARAGUA: AVEC VIOLETTA POUR LE PIRE! ..... pages 9 à 11  
 PANAMA APRES L'INVASION ..... page 12  
 LE SYNDICALISME REVOLUTIONNAIRE ..... pages 13 à 17  
 CONNAISSEZ-VOUS FRANÇOIS PARTANT? ..... pages 18 et 19  
 ANARCHISTE PLUS UN ..... page 19  
 CONDAMNE A L'IRRESPECT ET A LA VIE Denis Langlois ..... pages 20 et 21  
 TOTALITARISME DEMOCRATIQUE OU DESHUMANISATION A VISAGE HUMAIN  
 ..... pages 22 et 23  
 SIMONE WEIL ET LE SYNDICALISME REVOLUTIONNAIRE ..... page 25  
 LES JARDINS DE COCAGNE..... pages 26 à 30  
 MIRBEAU TOUJOURS ACTUEL ..... page 31



alain, Jean-Pierre, Mirbeau

IRL est publié par l'ATELIER DE CREATION LIBERTAIRE, 13 rue Pierre Blanc 69001 LYON.

# Moins qu'humains



*Enfant roumain souriant, inquiet, à un avenir incertain.*  
photo N.Thevenet

*Si nos potentialités humaines sont énormes, rappelons-nous qu'aujourd'hui nous sommes encore moins qu'humains.*

*Murray Bookchin  
«Qu'est-ce que l'Écologie Sociale»  
(Ed. ACL)*

L'effondrement du communisme n'est pas seulement l'aveu de l'échec de visées libératrices qui n'ont pu se traduire que par un des systèmes les plus totalitaires que l'humanité ait pu secréter jusque là. Cet effondrement se traduit en réalité par un désastre.

Le communisme n'a pas éliminé l'exploitation de l'homme par l'homme; il n'a pas aboli les frontières ni l'État; il n'a pas éliminé la misère. Il s'écroule dans une atmosphère de catastrophe et de fin du monde; c'est un désastre sur tous les plans: politique, économique et écologique. Il n'est pas possible d'imputer un échec aussi massif à des déviations qui pourraient être celles de quelque leader; à ce niveau, il ne peut s'agir que d'une erreur fondamentale qui raie

définitivement cette alternative d'un devenir historique possible.

Le désastre n'est pas seulement à l'Est. Il est aussi en Occident, où le capitalisme se présente comme tout puissant et plein d'arrogance triomphante. Désormais, plus d'alternative pour ceux qu'il exclut, plus d'«avenir radieux» qui puisse représenter pour les pauvres, ou pour chacun, un espoir de changement, l'espoir d'avoir enfin une prise sur son destin.

Une consolation, peut-être. Dès l'origine, les anarchistes avaient dénoncé le caractère illusoire du communisme autoritaire, avaient prédit ses déviations et son échec. Piètre consolation, cependant: il ne suffit pas d'avoir raison, encore faut-il pouvoir en convaincre suffisamment de gens pour que ceci ait un poids

et puisse présenter une alternative crédible.

## CAPITALISME TRIOMPHANT ?

Voici donc le capitalisme triomphant. Une réussite? Pas vraiment. Un moindre mal, plutôt. Ou une solution de désespoir puisqu'aucune autre voie n'apparaît crédible. Il brille de tous ses feux et, par phototropisme, attire les désespérés qui sortent du cauchemar de l'Est, rendant inefficaces les efforts de ceux qui, en tâtonnant, tentent de découvrir une voie autre.

Et pourtant, plus que jamais, il faut redire, crier, avec l'énergie du désespoir que le capitalisme c'est l'injustice et c'est, aussi, la catastrophe prévisible et déjà engagée.

C'est ce système qui contraint à la pauvreté absolue et à l'élimination ceux qui ne se plient pas à ses règles. Dans les pays riches, les pauvres, les vrais, ceux qui meurent de faim et de froid représentent une catégorie marginale, mais ils sont de plus en plus nombreux. Ceux qui ne sont pas des pauvres absolus sont contraints à la falsification et au nivellement de leurs désirs.

Le système capitaliste, c'est aussi l'impérialisme: les pays pauvres sont de plus en plus pauvres et condamnés à s'appauvrir encore. C'est un système qui, par harcellements incessants, étouffement continu, à l'usure, contraint à la rédition le Nicaragua qui tentait, avec des erreurs, certes, de se construire dans une relative dignité. Un système

qui, après en avoir éliminé les dictateurs les plus sanglants, maintient sous son emprise totalitaire toute l'Amérique latine et, au delà, tout le tiers monde. Et qui, pour arriver à ses fins, a fait, dans le même temps, plus de morts civils à Panama qu'il n'y en a eût en Roumanie. Un système qui renforce sans cesse sa puissance militaire, alors même qu'il n'y a plus d'ennemi officiel.

## C A P I T A L I S M E

---

## E G A L

---

## D E M O C R A T I E ?

La plus grande duperie du capitalisme est sans doute de s'identifier à la démocratie, de prétendre en être le rempart, ou la condition. La parodie de la célébration des Droits de l'Homme a permis de répéter les grands principes. Au delà de l'incantation rituelle, il faut cependant redire ce qui avait déjà été affirmé par quelques uns lors de leur proclamation: qu'ils ne sont rien sans les modalités politiques qui permettent leur prise en compte. Il n'est pas de démocratie possible pour qui est soumis à la hantise de trouver à manger, ou à s'abriter.

Qui plus est, la logique même du système capitaliste est à l'opposé de celle de la démocratie. Ses valeurs, fondées sur l'accumulation des richesses et du pouvoir, du pouvoir par les richesses, sont antinomiques des valeurs qui visent au pouvoir de chacun sur sa propre existence. La démocratie met en avant l'être et ses capacités créatrices sur sa propre vie et sur la société qui devrait la favoriser. Le capitalisme met en avant l'avoir, l'accumulation. Sa logique est donc une logique destructrice: posséder, lorsque cette possession s'exerce sur l'autre, c'est réduire celui-ci à n'être qu'un objet, c'est donc détruire la capacité dynamique, son être. Ce goût du pouvoir et de la possession s'est exercé aussi sur la terre et ses ressources: c'était, de la même manière, détruire son autonomie, son existence propre. Posséder, c'est le contraire de l'échange, de l'ouverture et de la dialectique

qui sont les conditions de la démocratie.

La démocratie occidentale, c'est essentiellement une relative (parce que soumise aussi au pouvoir économique) liberté d'opinion et d'information. Cette liberté nous permet de nous exprimer. Mais elle facilite essentiellement les capacités de digestion du système en place; les idées qui sont émises ici ou là peuvent parfois être bonnes à prendre pour permettre une adaptation en souplesse. Elle sert aussi de garde-fous, parfois même au sens propre du terme. Ce qui fait la vertu principale du capitalisme au regard de la rigidité des autres systèmes, c'est sa facilité d'adaptation et de digestion des contradictions qui le traversent. Il est capable d'une certaine intelligence qui l'amène, par exemple, lorsque la pression de la misère est trop forte, à lâcher du lest, pour éviter d'être mis en péril. Mais il arrive que le système dérape, qu'il ait, par exemple, confié ses intérêts à un dictateur (Marcos ou Pinochet) peu intelligent, et insuffisamment souple pour comprendre les évolutions nécessaires. Il arrive même qu'un chef capitaliste devienne fou, aveuglé par la toute puissance. Ce fut le cas de Nixon. L'alibi démocratique permet alors d'écarter l'indésirable et le danger qu'il représente pour la survie du système.

Il ne s'agit pas de réhabiliter un système dont, dès l'origine nous avons condamné le caractère monstrueux. On peut cependant constater que le système communiste distillait la misère individuelle et collective, intellectuelle et matérielle. Il maintenait les pauvres et les marginaux (hormis les marginaux politiques, purement et simplement éliminés, quel que soit leur nombre) dans une totale dépendance. Le système capitaliste les condamne purement et simplement à mort. Il est à craindre que la «libération» des Pays de l'Est ne réduise les plus pauvres d'entre eux à la situation qui a été faite aux pays du tiers monde.

Quelle ironie! Le capitalisme va même sans doute parvenir à ce qui était l'un des buts des anarchistes: l'abolition des frontières et des Etats nationaux. Je ne suis pas sûr que cela permette une plus grande liberté et une plus grande solidarité, non plus qu'une meilleure circulation des idées...

## LE TEMPS PRESSE

Nous sommes pris entre deux exigences contradictoires. D'une part, les temps sont incertains. En d'autres termes, nous n'y comprenons plus rien et il y aurait nécessité à pouvoir prendre le temps de réfléchir au sens et aux développements possibles des événements qui nousassaillent. D'autre part, cependant, il y a urgence. Les nouvelles structures qui se mettent en place risquent d'être installées pour de nombreuses années. Nous avons, me semble-t-il, quelques dix ans devant nous pour poser des repères qui permettent de présenter de façon crédible une alternative possible qui puisse nous permettre d'imaginer et de construire un «avenir radieux», sûrement pas définitif mais qui permette enfin une marche vers plus de liberté et d'harmonie.

Quelle qu'ait été la façon dont nous nous situons, les repères anciens façonnaient notre existence et l'encadraient de leurs structures. Ils ne peuvent plus, aujourd'hui, remplir ce rôle.

## T R O U V E R

---

## U N N O U V E A U

---

## L A N G A G E

Et, puisque j'en suis aux repères, la première chose qui me semble à dire, c'est le vocabulaire que j'ai utilisé jusque là me paraît un peu caduc. Les termes d'exploitation, de domination, etc... ont été tellement utilisés, galvaudés, mis à toutes les sauces, qu'ils évoquent des slogans creux utilisés encore parfois pour se renforcer dans la certitude d'être sur la bonne voie, de lutter pour la «juste cause». Or, s'il ya une chose dont je suis certain, c'est que les certitudes s'effritent.

Il faudrait trouver un langage nouveau, qui ne soit pas usé par les illusions anciennes, un langage qui corresponde aux réalités d'aujourd'hui, telles que nous les vivons, telles que je les vis. Ce n'est pas facile. J'utiliserai sans doute encore des mots qui ont entraîné dans tous les échecs passés, les échecs du mouvement libertaire et ceux qui me furent plus personnels. Ces mots ont alors servi de consolation; à moi, peut-être à d'autres, ils ont permis de donner un sens provisoire à ces échecs en les rattachant à une direction globale, vers une victoire finale. Qu'il soit donc entendu que, si je les utilise encore, c'est faute de mieux.

Il n'y a pas que nous, anarchistes, à qui ça arrive. Le langage, et ce qu'il traduit de la façon de penser le monde, a perdu ses certitudes. Quoi qu'on pense de lui, Sartre était sans doute de dernier des grands philosophes, c'est-à-dire des gens susceptibles d'élaborer un système qui puisse être utilisé comme une grille d'explication de l'univers dans lequel nous sommes plongés. Si la philosophie est en panne, ce n'est pas forcément sa faute, mais c'est peut-être dû à la difficulté de trouver une grille qui puisse se calquer sur un monde en mouvement.

## H E G E L E T

---

## S O N H E R I T A G E

Toute la période qui précède la nôtre s'est philosophiquement inspirée de Hegel. Que ce soit à partir de lui, ou contre lui, c'est en référence à son système que l'on pensait. Ceci est flagrant, par exemple, en ce qui concerne Stirner et Bakounine. Mais la philosophie de Hegel, ce n'est pas seulement une méthode de pensée qui, comme outil théorique, a rendu d'inappréciables services, c'est aussi, dans la continuité de cette méthode, et se voulant son achèvement, un système qui vise à être définitif et qui est donc, sinon totalitaire, du moins totalisant.

Or ce système totalisant était fondé sur trois piliers: l'Etat, la Famille, l'Eglise, qui, de fait, sont devenus, sous une forme particulière, les trois valeurs fondamentales de la société bourgeoise du XIXème siècle et de la première moitié du XXème.

L'Etat, on l'a vu, s'effrite, ou change en tous cas de forme, voire de structure. La Famille, dont le but essentiel était de protéger la propriété et de permettre sa conservation et sa transmission, a perdu cette fonction devant une circulation beaucoup plus rapide de la richesse. Elle tend à transformer chacun de ses membres (en particulier les enfants) en propriété d'autrui, et n'est, souvent, plus qu'un étouffoir de passions et le lieu clos où elles s'affrontent, sans possibilité dynamique. L'Eglise demeure, pour certains, la dernière valeur «sûre»; mais elle a perdu, parallèlement, son rôle de guide moral, ou n'est plus prise au sérieux en tant que telle (du moins en occident); elle est plutôt devenue une sorte de refuge désespéré dans un passé de toutes façons révolu.

A ces trois valeurs fondamentales, le marxisme avait ajouté, ou avait voulu substituer la primauté de l'économie. Or cette primauté, elle aussi, s'effondre, en même temps que se révèlent son inefficacité et son caractère dangereux. Alors que la production industrielle ne cesse de s'accroître et pourrait couvrir, et au delà, les besoins vitaux du globe, ses conséquences écologiques, économiques et sociales se révèlent désastreuses. L'abandon de l'économie de cueillette par ceux qui la pratiquaient les réduit à la famine et à la dépendance complète des pays industrialisés. La mécanisation et l'industrialisation de l'agriculture ont réduit celle-ci à la précarité. Le système est devenu fou et n'a d'autre perspective que sa reproduction sans fin et son auto-développement monstrueux. L'exploitation irréfléchie du sol et de ses richesses fait planer une menace écologique dont chacun commence à prendre conscience.

C'est peut-être là que se trouve la préoccupation commune de notre époque: l'inquiétude écologique.

## L'INQUIETUDE ÉCOLOGIQUE

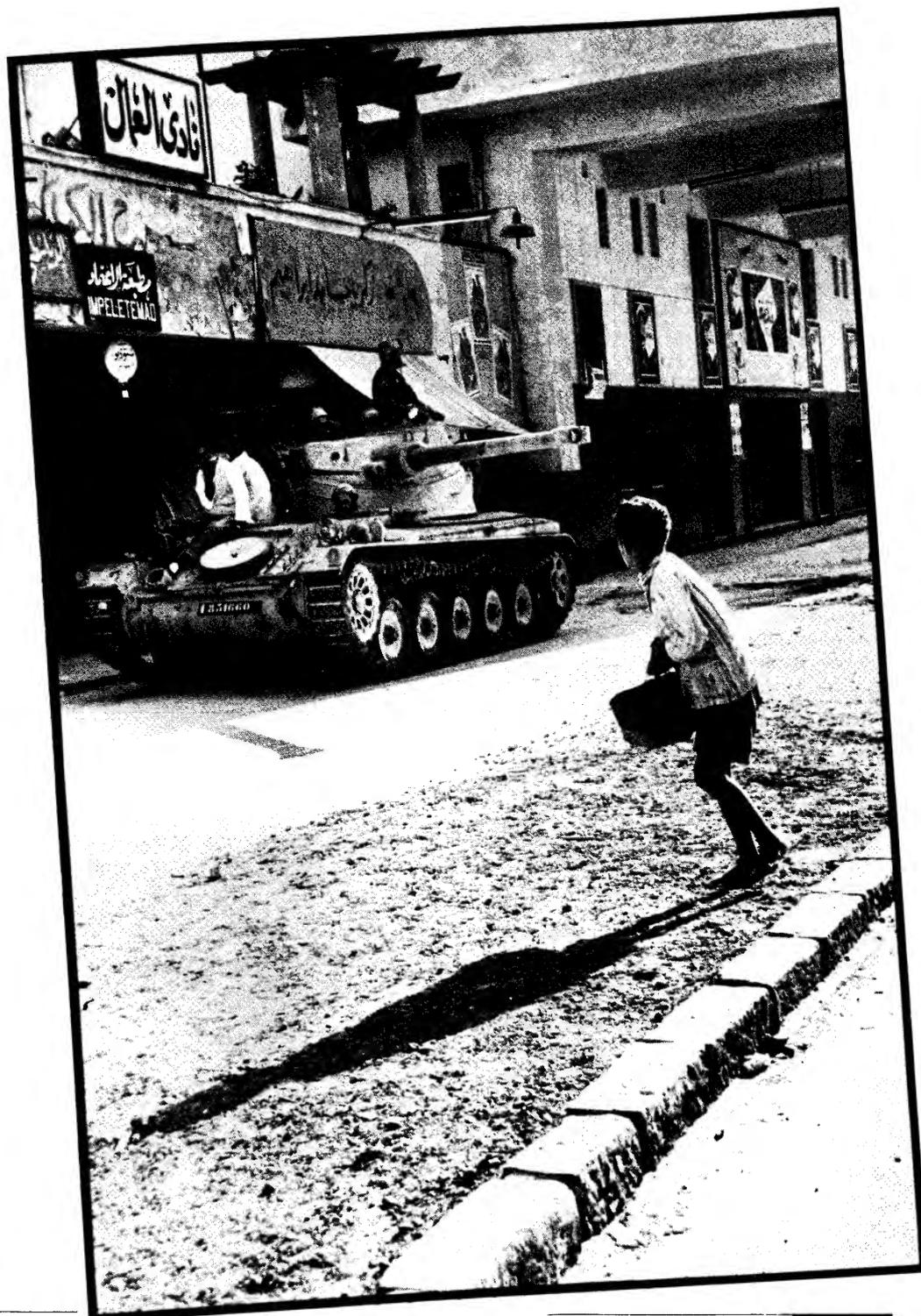
De fait, il y a de quoi être inquiet. Un certain équilibre est d'ores et déjà perdu, et personne n'est en mesure d'en prévoir les conséquences. Malgré cela, des destructions structurelles et irréversibles continuent.

Cette émergence de l'écologie, qui pourrait caractériser notre époque, m'évoque, par son caractère massif et relativement novateur, ce qui a pu se passer en d'autres époques.

Au début de l'ère industrielle, par exemple, et jusqu'à la fin du XIXème siècle, les préoccupations «socialistes» n'étaient pas seulement le fait de ceux qui étaient victimes de l'exploitation industrielle. Certains patrons avaient compris qu'il était de leur intérêt de prendre en compte le fait que les travailleurs

n'étaient pas seulement des outils ou, en tous cas, qu'ils étaient des outils d'une espèce particulière qui méritaient certains égards. Le courant socialiste à ses débuts, si on l'entend dans un sens élargi, ce qui était le cas alors, était quelque chose d'assez hétérogène qui allait de certains patrons chrétiens aux anarchistes.

De même, le label écologique n'est pas aujourd'hui,



une garantie de progressisme et d'ouverture d'esprit. D'une part, le souci de l'environnement peut-être le souci des privilégiés de préserver leur environnement. D'autre part, et plus largement, la peur de ce qui pollue, ce peut être aussi la peur de ce qu'on ne connaît pas, de ce qui est nouveau. Ce qui pollue, ce peut être ce qui porte atteinte à ses habitudes. La fumée des usines, la destruction des arbres bien sûr, mais aussi la présence des étrangers, qui font du bruit, sentent mauvais, apportent poux et maladies...

En dernière analyse, aucune visée politique ne peut se baser sur la crainte et la nostalgie du passé. Une écologie basée sur la peur peut permettre de replater la couche d'ozone. Et encore, ce n'est pas sûr. Mais la même logique produisant les mêmes effets, ce ne peut être que pour créer, ailleurs, d'autres catastrophes de substitution. Serons-nous contraints de choisir entre les risques de la pollution des industries « traditionnelles » et ceux du nucléaires? Est-il vraiment fondamental d'avoir une alimentation « saine » alors que nous sommes agressés de toutes parts, et d'abord dans nos désirs et dans nos pensées. L'écologie, ce peut être aussi une sorte d'égoïsme obsessionnel. Or, pour tout dire, et en ce qui me concerne, prolonger ma vie de quelques mois, voire de quelques années, me paraît une préoccupation assez dérisoire. Je souhaiterais ne pas avoir à affronter la mort, la mienne ou celle de ceux que j'aime, mais c'est un peu hors de saison, comme souci. Et manger bio ne me paraît pas une voie dans cette direction.

## A N A R C H I E E T E C O L O G I E

L'anarchisme existait bien avant le socialisme. Epicure, déjà, préconisait des communautés d'égaux qui vivraient en dehors des lois et de la politique habituelle, préoccupés de la recherche exclusive du bonheur et d'un équilibre vivant et non statique. La Boétie a posé aussi l'exigence fondamentale de la liberté.

L'anarchisme, fondamentalement, est intemporel. Il pose des exigences qui sont valables pour chacun, en tous temps, et en tous lieux. Et son ennemi premier, qu'il sait bien ne jamais pouvoir vaincre, est la mort, fondamentale atteinte à notre liberté. La mort qui, par ailleurs, fonde le temps, et la possibilité d'une histoire. C'est contradictoire, mais c'est comme ça, et il est possible que l'anarchisme vive d'abord de tensions entre des pôles inconciliables.

L'anarchiste, lui, est bien inscrit dans un temps, de gré ou de force. Ce temps peut être marqué par l'explosion industrielle. En ce temps, la seule voie vers une liberté possible est le socialisme. Alors l'anarchiste est socialiste, et il imprime à ce socialisme une profondeur et une espérance qui lui sont propres.

Lorsque, pour l'humanité, le seul espoir d'éviter la catastrophe s'exprime par l'écologie, l'anarchiste est évidemment écologiste.

Mais cette écologie ne consiste pas seulement à un souci de limiter les dégâts. Au reste, il est trop tard pour cela. L'heure est maintenant celle d'un choix radical. Cette société, par les valeurs qu'elle véhicule s'est condamnée elle-même à mort. Il n'y a aucun compromis entre les structures de pensée qu'elle nous a imposées et les pensées neuves et non encore explorées que la vie exige de nous.

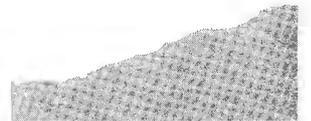
Car c'est bien de cela qu'il s'agit. Non pas maintenir un équilibre, ce qui serait de toutes façons illusoire, car l'équilibre de la vie n'est pas statique, mais dynamique. Mais reconnaître et respecter la vie partout où elle se trouve, dans quelque individu qu'elle se manifeste. Les copains qui luttent contre le « viandisme » (cf IRL 81) méritent mieux que les ironies méprisantes. Ils posent du moins un problème fondamental. Si l'impératif fondamental est, pour nous, le respect de l'in-

dividu et de la vie, le fait de devoir détruire celle-ci pour se perpétuer pose un problème. Et ce n'est pas parce qu'un problème est insoluble qu'il faut éviter de le poser.

Notre écologisme à nous n'a pas pour préoccupation fondamentale de maintenir la planète en bonne santé pour pouvoir continuer à l'exploiter. Il veut que les hommes participent, pour leur compte, avec les moyens qui leur sont propres et leurs capacités particulières au développement libre et imprévisible de cette terre à laquelle nous sommes liés par des liens qui ne sont pas des liens de domination et d'exploitation, mais des liens dialectiques d'échanges et d'enrichissement mutuels.

Des liens d'amour, en somme.

Alain  
5 mai 1990





Un T.G.V. qui nous attend très tôt à la gare, notre enthousiasme à peine caché d'aller à la capitale pour y rencontrer des centaines d'anarchistes. Oui, nous allons à Paris pour la manif traditionnelle organisée par la Fédération Anarchiste.

Entre Perrache et la Part-Dieu, nous commençons à nous plonger dans nos habituelles considérations sur le monde des Libertaires et son avenir...

Mais à la Part-Dieu, qui ne voit-on pas monter et s'installer à nos côtés? Une jeune femme qui brandit à la fenêtre **Présent** vers son père qui, resté sur le quai, acquiesce avec une fierté certaine... Arrgh!!! Plus tard, tandis que nous échangeons nos utopiques paroles, la jeune femme rejoint un petit noyau de «camarades» dont plusieurs arborent, aurevers du veston, la flamme tricolore. Tout ce joli monde se rend sans doute à la manif du Front National... Arrgh!!!

Nous sommes presque les premiers à arriver à la Bastille. Petit à petit, les porteurs de badges noir et rouge se rassemblent. Calmissimo...

Cette année, la Fédération Anarchiste avait choisi comme mot d'ordre: «Est/Ouest, la Révolution reste à faire». Lorsque le cortège s'ébranle, un millier de personnes (parmi lesquelles quelques Polonais, Hongrois, Coréens etc...) suivent, nonchalants, la tête de la manifestation, et nos amis de la camionnette sono essaient sans beaucoup de succès de faire scander les slogans, du type «Makhno Durru ti, le combat continue...». A dire vrai, les passants semblent un peu perplexes! Par contre, ils tendent un peu plus l'oreille lorsqu'on crie, en tête du cortège: «Le Pen, salaud, le peuple aura ta peau!» ou «Travailleurs immigrés, travailleurs français, même patron, même combat!». Enfin, nous arrivons au Père Lachaise où, après une brève prise de parole, on nous invite à participer au Colloque organisé l'après midi sur le même thème, par la F.A.

En résumé, une manifestation sympathique et rassurante par le nombre des participants.

A signaler, en début d'après midi, deux autres manifestations. Celle de la C.N.T. française (3à 400 personnes) et celle organisée par le SCALP contre la montée du fascisme, dont le déroulement fut paraît-il un peu plus agité.



manifestation du 1er mai à Paris (photo Mimmo)

Le Colloque réunissait un assez grand nombre de participants autour de débats généralement intéressants, qui seront publiés ultérieurement par la F.A.

Ce fut aussi pour nous l'occasion de rencontrer des copains, anciens et nouveaux, de discuter d'I.R.L., de l'A.C.L., des perspectives de l'anarchie.

L'occasion aussi de discuter avec deux militants du groupe hongrois **Autonomia**.

Bien qu'ils soient venus de ce qui, il y a peu, était de l'autre côté du «rideau de fer», nous n'avons pas eu l'impression de rencontrer des gens «venus d'ailleurs» mais des camarades du milieu alternatif, comme nous aurions pu en rencontrer à New-York, à Berlin, voire à Lyon. Ce n'est pas que nos copains se soient mis à

la «mode occidentale», mais bien plutôt et plus profondément qu'ils étaient impliqués, tant dans leur manière d'être que dans leur discours, des aspirations libertaires qui, fondamentalement, en tous cas, sont les mêmes à l'Est et à l'Ouest.

L'entretien était, en principe, enregistré, mais des erreurs de manipulation ont rendu la bande inutilisable. Nous allons cependant tenter d'en retranscrire le plus fidèlement possible, la teneur.

Compte-tenu de leur faible implantation actuelle, nos copains hongrois ne pensent pas que les idées libertaires puissent, pour l'instant et pour les prochaines années à venir, trouver une application sur le terrain politique et social hongrois. Aussi s'attachent-ils en priorité à faire connaître et à répandre les idées libertaires.

Celles-ci, à leur point de vue, mettent en avant la primauté de l'individu et de ses capacités de vie et d'organisation autonomes.

Aussi, contrairement à ce qui se passe en Occident, ne font-ils pas de différence entre l'autonomie et l'anarchisme. Les théories marxistes sont tellement discréditées qu'elles ne peuvent avoir aucun impact sur le mouvement autonome qui s'en différencie radicalement.

Nous étions curieux de savoir comment les idées libertaires avaient pu résister à quarante ans de dictature. Pour eux, la question ne se pose même pas. Les idées ont un développement autonome, qu'aucun système ne peut bloquer. Imaginer qu'un système totalitaire



puisse éradiquer des idées est une conception marxiste.

Nous les avons interrogés également sur leurs cheminements personnels, à titre d'exemple. La copine a fait la connaissance d'un Hongrois qui avait vécu plusieurs années en R.F.A., dans des communautés libertaires. Le copain, lui a lu, dans une bibliothèque *Dieu et L'Etat* qu'il considère comme le livre anarchiste. (*moi aussi-Alain*).

Le groupe **Autonomia** est composé de quatre tendances: anarcho-syndicaliste, anarcho-écologiste, anarcho-féministe, anarcho-punk. Pour que chacun puisse travailler plus efficacement et se consacrer prioritairement au domaine qui l'intéresse, ils envisagent de former quatre groupes. Il existe également des partis (Nouvelle Démocratie, écologistes, etc...).

La démocratie, pour eux, est « moins pire » que le totalitarisme. Mais l'anarchie représente l'espoir d'une société meilleure qui s'oppose à tous les pouvoirs.

Jusque là, le groupe **Autonomia** était assez isolé. La rencontre de Trieste, qui a regroupé 3 à 400 anarchistes de l'Ouest et 80 de l'Est, leur a permis d'avoir plus de contacts, notamment avec ceux-ci.

Actuellement, ils ont un impact essentiellement dans les milieux étudiants. Eux-mêmes sont étudiants, mais travaillent en outre, comme balayeurs.

Ils ne pensent pas que le développement de la Hongrie l'amène vers une société de type occidental, à laquelle les gens ne sont pas préparés, mais plus vers une société proche de l'Amérique latine ou de l'Afrique.

Ecrit comme ça, c'est un peu sec... Il aurait fallu pouvoir aussi rendre compte des hésitations, des sourires, de la complicité qui s'est établie entre nous...

Rappelons que nous préparons, pour le prochain numéro, un dossier sur les pays de l'est et les répercussions que les événements qui s'y sont produits peuvent avoir et que toutes les contributions seront les bienvenues...

De haut en bas :

- manifestation du 1er mai à paris, «délégations étrangères».
- Colloque «Est-Ouest: la Révolution reste à faire».
- Alain et les deux membres du groupe «Autonomia» de Hongrie.



## AVEC VIOLETTA POUR LE PIRE

La surprise fut totale. Sandinistes, opposition, sondages, observateurs, journalistes, donnaient Daniel Ortega gagnant. Même l'administration Bush s'était résignée à ce qui paraissait inéluctable.

Et, dans la nuit du 25 au 26, les chiffres se sont accumulés en faveur de la U.N.O. (Union Nationale de l'Opposition). Des centaines de milliers d'humbles gens ont voté pour elle... paysans pauvres, vendeuses de rue, petits commerçants, chauffeurs de taxi...

venant épauler la bourgeoisie qui seule trouvera son compte dans cette régression. Il semble que beaucoup aient reçu quelques uns des millions de dollars généreusement distribués par les USA à la U.N.O.

Ce que les U.S. n'ont pas réussi par le biais des mercenaires de la Contra, ils viennent de le réussir par l'argent et 10 ans de travail de sape pour miner le pays. Car les arguments de la U.N.O. dans cette campagne ont toujours été de reprocher aux Sandinistes l'état de guerre,

le service militaire obligatoire, et la situation économique désastreuse. En se gardant bien de dire que cette situation était imposée depuis 10 ans par le grand frère ennemi de Washington qui n'a pas manqué une occasion de sabotage, d'intoxication et de provocations belliqueuses. Rappelons que les U.S ont menacé plusieurs fois le Nicaragua d'invasion, qu'ils ont miné les ports en 82, imposé un blocus économique et que, récemment, au moment de l'inva-

sion du Panama, ils ont survolé Managua avec deux avions militaires.

La U.N.O. s'est toujours refusé à condamner les exactions de la Contra qui a souvent privilégié les cibles civiles pour créer un climat de terreur. Les Sandinistes, malgré le coût de cette guerre, ont toujours réussi à contrôler la situation militaire. Par exemple, la Contra n'a jamais réussi à investir une ville, ne serait-ce qu'une nuit. C'est peut-être ce qui explique que les Sandinistes ont pratiqué constamment une politique de pardon. Plus de 8000 Contras ont été amnistiés au cours des 10 ans de guerre. Le 9 février 90, le gouvernement sandiniste a fait libérer les 1151 derniers prisonniers de la Contra et parmi eux des officiers et 38 ex-gardes somozistes coupables de tortures et de crimes horribles. Tous les chefs ont montré une haine toujours aussi tenace. Il est certain que beaucoup d'entre eux vont reprendre du service. Ne seront-ils pas les organisateurs des futurs groupes para-militaires ou d'Escadrons de la mort comme en ont généré la plupart des régimes de droite d'Amérique latine ?

De même, les accords d'Esquipulos (mars 88) et le traité de Téla (août 89) n'ont-ils servi qu'à arracher toujours plus de concessions aux Sandinistes. L'unique contrepartie, le démantèlement de la Contra, n'a jamais été réalisé grâce à la constante mauvaise volonté des U.S.A. et du gouvernement du Honduras qui lui est inféodé. Ainsi les Sandinistes ont-ils modifié la loi sur la presse, la loi électorale a été réformée en faveur de l'opposition, un Conseil Suprême électoral a été nommé avec des membres de l'opposition. Violetta de Chamorro a pu faire réparaître son quotidien *La Prensa*, mélange de *Figaro* et de *Présent*. Mais les bases de la Contra sont restées actives au sud du Honduras et les coups de main et les sabotages ont obligé les Sandinistes à maintenir une armée de 100000 hommes, avec les sacrifices que cela impose (plus de 5000 mutilés de guerre à ce jour).

#### La campagne électorale et ses leurre

La presse a pu suivre avec facilité les nombreux meetings sandinistes. Avec un peu plus de difficultés ceux de la U.N.O. qui étaient moins efficaces, moins organisés. Mais une constante s'est retrouvée des deux côtés: de nombreux militants étaient déplacés en bus et en camions jusqu'à la ville où avait lieu le meeting. Ce qui explique que les Sandinistes soient apparus comme les futurs vainqueurs.

A Managua, pour son meeting de clôture, Violetta avait réussi à remplir la Plaza del Parque, ce qui était impressionnant. Trois jours plus tard, le 21 février, le F.S.L.N. réussit son pari de remplir non seulement la Plaza del Par-

que, mais aussi l'immense place de la Révolution qui contient 5 à 6 fois plus de monde. Spectacle émouvant et tous les témoins ne pouvaient que le traduire en prochaine victoire du Front. Mais le F.L.N.S. possède tout simplement une énorme infrastructure que n'a pas la U.N.O. Les camions et les bus de l'armée servent à déplacer les militants. Et le 21, ce n'était pas le Managua sandiniste qui était là, mais une bonne partie des militants de tout le Nicaragua. Ce qui fait que les pronostics ont toujours été faussés.

Comme a presque toujours été faussée l'image de marque des Sandinistes à l'extérieur grâce à la féroce campagne de dénigrement des U.S.A. qui ont essayé de les faire passer pour de dangereux staliniens. Il faut dire tout de suite que le P.C. nicaraguayen a fait alliance avec la droite et est une des composantes de la U.N.O. Si les Sandinistes sont d'anciens guerilleros — et qu'ils sont restés attachés à leurs idéaux de justice sociale — dans leur façon de gérer la machine politique, ils n'ont jamais cessé de faire des concessions, ils ont toujours accepté le dialogue, ils savent reconnaître leurs erreurs (par rapport aux Miskitos par exemple) et ils sont allés jusqu'à mettre en jeu les acquis de leur Révolution en acceptant les règles de la social-démocratie, en acceptant la recombinaison d'une bourgeoisie revancharde.

Pourquoi la communauté internationale a-t-elle emboîté le pas aux U.S.A. pour faire peser la suspicion sur le gouvernement sandiniste? Parcequ'il était le dernier régime de gauche d'Amérique? (Cuba étant un cas à part) Les Sandinistes auraient-ils des leçons de démocratie à recevoir? Eux qui ont amnistié tous leurs ennemis acharnés de la Contra? Y a-t-il un pays européen qui ait osé amnistier ses quelques dizaines de prisonniers politiques? Pourquoi ne contrôle-t-on pas les élections dans toutes les dictatures? Parcequ'il y en a trop?

Qu'on dise plus franchement qu'il n'y a qu'un modèle permis, le modèle Nord-Américain et qu'il est immoral de vouloir lui échapper. Qu'en dehors des bla-bla officiels, on ne respecte toujours que la loi du plus fort. Et qu'à l'heure du désarmement les U.S. en sont déjà à proposer l'installation d'une base militaire au Nicaragua avec sans doute des vues sur la construction d'un second canal trans-océanique dans le sud du pays.

Aujourd'hui, les militants de la base comprennent confusément qu'on veut les spolier des acquis de leur Révolution sur la dictature somoziste et que leur sécurité ne peut être assurée que par eux-mêmes. Dès le 27 février, ils ont commencé à organiser des groupes de vigilance qui surveillent le quartier la nuit avec quelques armes. Tous les anciens ont connu la guérilla, bien sûr. Mais les femmes doivent apprendre à utiliser la Kalashnikov. Dans les campagnes, c'est différent. Les milices sandinistes ont toujours assuré la sécurité du village. Aujourd'hui, elles renforcent le dispositif. L'armée sandiniste elle-même devrait survivre. Sa pérennité est inscrite dans la Constitution. Et pour modifier celle-ci la U.N.O. aurait dû faire 60% des voix. En théorie ce devrait donc être un gouvernement de la U.N.O. en cohabitation forcée avec une armée et une administration sandinistes. Potentiellement conflictuel. En pratique, les tensions montent. Ceux qui ont voté pour la U.N.O. disent qu'ils ont voté pour la paix. Les assassinats de Sandinistes continuent à la campagne. Mais ils ont commencé à Managua. Hier, je suis entré chez un Sandiniste qui faisait sa sieste le pistolet à la main...

#### MANAGUA 90

Assemblée Nationale :  
portraits de Sandino et Carlos Fonseca  
photo de G. Bellorget





## REPERES

Pour comprendre que l'impérialisme U.S. n'est pas un mot de la langue de bois des gauchistes mais une cruelle réalité qui affecte particulièrement l'Amérique latine, voici un bref récapitulatif des ingérences yankees entre 1901 et 1935 seulement en Amérique Centrale.

*Guatemala*: les U.S.A. installent le régime de Jorge Ubico en 1931.

*Honduras*: installent le régime de Tiburcio Garias en 1932; interventions militaires en 1905 et 1924/1926.

*San Salvador*: régime de Maximiliano Martinez en 1932.

*Nicaragua*: régime de Somoza Garcia en 1935. Interventions militaires de 1912 à 1925 et de 1927 à 1933.

*Panama*: régime d'Harmodio Aréas en 1931. Interventions militaires 1901/1914 1918/1921 et 1925.

*Porto-Rico*: protectorat yankee.

*République Dominicaine*: régime de Léonidas en 1930. Intervention militaire en 1926.

*Haïti*: intervention militaire de 1914 à 1918.

*Cuba*: régime de Machado Batista en 1933. Interventions militaires en 1898 — 1906 et 1914 à 1918.

Plus récemment, il y a eu des interventions militaires U.S. à Saint-Domingue, la Granada et Panama.

## L'HISTOIRE DU SANDINISME

—Augusto César Sandino est né en 1895. Le 4 mai 1927 il prend la décision de commencer la lutte de libération contre l'intervention yankee.

—Pendant la période 1927—1933, Sandino et son armée de libération livreront plus de 500 combats contre l'infanterie de marine U.S. et la Guardia Nacional naissante, causant la déroute militaire des impérialistes dont les forces sont expulsées le 1er janvier 1933.

—Après avoir ordonné l'assassinat de Sandino (1934), les U.S.A. vont donner

tout leur appui politique, économique, et surtout militaire au dictateur Anastasio Somoza Garcia.

—Celui-ci fut assassiné en 1956. C'est alors que les étudiants commencent un mouvement de luttes politiques et économiques. Parallèlement démarrent plusieurs foyers de guerrilla dans le pays.

—A la fin de 1960, on commence à concevoir une organisation indépendante de lutte armée.

En 1962 naît le Front Sandiniste.

1956—67: années de grande effervescence politique. Anastasio Somoza Debayle (le fils de Somoza Garcia) est élu Président après une farce électorale. La protestation étudiante se fait massacrer à Managua le 22 janvier 1967.

Il faudra 17 ans de lutte depuis la création du F.S.L.N. pour en finir avec la dynastie Somoza, le 19 juillet 1979.

## LES FEMMES AU NICARAGUA

D'après une femme responsable du Mouvement des femmes ici (l'A.M.L.A.E. est partie du Front Sandiniste), l'Amérique latine toute entière est un fief du machisme, mais plus particulièrement le Guatemala et le Nicaragua. C'est à travers le mouvement des femmes qu'on comprend les limites et les faiblesses du Sandinisme. Bien sûr, par rapport à la sombre période de la dictature de Somoza —où les femmes n'avaient pas le droit de vote ni l'accès à l'éducation— elles ont gagné un grand espace au sein du F.S.L.N. Les responsables politiques sont d'ailleurs très nombreuses. Mais dans les meetings, on n'a jamais vu les « grandes figures » leur céder le micro. Et, ce qu'elles ont gagné depuis 10 ans, elles le doivent seulement à elles-mêmes. Car, bien entendu, les machos ont toujours existé au sein du Front, tout comme les corrompus.

Les femmes ont surtout gagné sur le plan social (santé, éducation). Une loi alimentaire protège la femme en cas de divorce. Le père doit aider ses enfants matériellement jusqu'à ce qu'ils at-

teignent 21 ans. Cette loi contribue à responsabiliser la paternité. Car les abandons de femmes et enfants sont légion. A titre de mauvais exemple, voici un cas qui paraît presque invraisemblable: quand elle a atteint 21 ans, C. avait déjà 7 enfants, ce qui veut dire qu'elle a eu le premier vers 15 ans. Son mari est alors parti à l'étranger et à son retour —après avoir mené une vie plus facile— il a tout simplement abandonné tout le monde. Depuis, C. est une militante pour la contraception dans le mouvement des femmes. Une responsable de l'A.M..N.L.A.E. reconnaît que 30% des femmes subissent des mauvais traitements. Viols et cas d'inceste sont nombreux.

Une grande carence du F.S.L.N. est de n'avoir pas légalisé l'avortement en 10 ans de pouvoir. Les pressions de l'Église ont été plus fortes que le désarroi des femmes qui subissent les avortements clandestins.

La stérilisation féminine existe, mais la vasectomie jamais. Ce qui veut dire que pour beaucoup d'hommes, la stérilisation est une atteinte à la virilité. C'est le résultat d'une mésinformation et d'un désintérêt.

Le contrôle des naissances est donc difficile. Dans un groupe on trouve souvent des femmes sous l'influence de l'Église qui disent aux autres qu'il faut garder tous les enfants que Dieu donne!

D'après des responsables, la perte du pouvoir des Sandinistes va permettre une réflexion critique sur les manques de la Révolution. Dans certains domaines, c'est tout de même un peu tard. Par exemple, on s'aperçoit que certaines militantes ne savent pas utiliser le fusil qui est à la maison. C'est un problème que posaient déjà des femmes juste après la victoire de 1979!

Ghislain BELLORGET  
Managua, mars 1990

# PANAMA APRES L'INVASION



Quand on arrive en bus à Panama, on franchit le canal par un immense pont métallique puis, peu après, on passe près de l'ancien QG des Forces de Défense de Noriega. En ce 1er février 1990, d'énormes bulldozers achèvent de déblayer le terrain, on voit encore des piles de voitures calcinées mais, à ce rythme, dans quelques jours toute trace sera effacée.

## LE BLITZKRIEG

Le Blitzkrieg US a commencé le 20 décembre à minuit et demi. Si les militaires s'y attendaient depuis plusieurs jours, la population civile a été complètement surprise. Les Nord-américains ont utilisé toute la puissance de leur armada et ont concentré le feu principalement sur ce quartier d'El Chorillo où était situé le QG des militaires panaméens. Un bateau de guerre tirait du large pendant qu'avions d'assaut, hélicoptères et C-130 Hercules parachèvaient le travail de destruction systématique. Les chars bouclaient le quartier. Les mitrailleuses électroniques du C-130 avec leur cadence infernale de 6000 coups/minute permettaient un tir de saturation ne laissant aucune chance à ceux qui s'avançaient en terrain découvert. Ainsi l'affaire était-elle rondement menée. Le soir du 20 décembre, l'attaque simultanée de trois garnisons et d'une base aérienne de l'intérieur laissait l'armée de Noriega choquée, désorganisée et sans chef puisqu'il semble bien que Noriega n'ait jamais cherché à organiser la résistance et qu'il était déjà préoccupé par sa propre fuite à l'ambassade du Vatican.

A El Chorillo, où les victimes ont été les plus nombreuses, les chiffres des morts varient de 400

à 4000 selon les sources. Quand on sait à quel point ces chiffres sont l'objet de manipulations (cf. la Roumanie en décembre 1989) il est plus sage de ne rien avancer quand on n'a pas été un témoin direct.

Pendant que les envahisseurs yankees et les « bataillons de la dignité » de Noriega s'affrontent, la foule, dans un élan spontané, met à sac tout le centre ville. La même chose se produit dans la ville de Colon, à l'autre extrémité du Canal. Aujourd'hui, les trois quarts des habitants de ces deux villes sont habillés de neuf, très sport, chaussés de baskets dernier cri. Un grand nombre d'armes a été volé dans les bâtiments militaires, ce qui inquiète les forces US qui offrent 40 dollars à celui qui ramènera une arme de poing et 100 dollars pour un fusil. Mais l'heure n'est pas à la résistance. Il faut reconnaître qu'un grand nombre de gens n'est pas hostile aux envahisseurs. Un certain nombre de soldats de Noriega a disparu dans la nature. Il est trop tôt pour dire qu'ils formeront l'embryon d'une future résistance. Les autres sont incarcérés à la prison Modelo en face de leur quartier général détruit.

Seuls des slogans peints sur les murs contre Bush et Endara matérialisent l'hostilité d'une minorité. Ils sont signés M-20 (Mouvement du 20 décembre).

## LE CANAL

C'est bien sûr le Canal qui est l'objet des convoitises. C'est en 1903 que le Panama s'est séparé de la Colombie après la guerre des Mille Jours entre Libéraux et Conservateurs. Les USA avaient intérêt à cette séparation pour

assurer la construction du canal. Après la construction, ils occupèrent les rives pour assurer la sécurité. En 1989, leurs effectifs étaient de 13500 hommes. Ils sont passés à 27000 hommes pour l'invasion.

En 1977, Torrijos, leader populiste du Panama, signe avec les USA un traité qui prévoit le retour de la zone canal au Panama en l'an 2000.

Décembre 1989. Grace au coup de force US, c'est la revanche de l'oligarchie sur le populisme. On débaptise l'aéroport international, les rues et édifices qui portent le nom de Torrijos. On efface tous les slogans anti-impérialistes de Noriega. Avant sa mort, Torrijos avait dit à Graham Greene: « Je ne veux pas entrer dans l'Histoire, je veux entrer dans la zone du canal ».

C'est dire à quel point il est difficile pour les latinos-américains de se libérer du joug du grand frère ennemi gringo. Quels plans machiavéliques se concoctent dans les têtes des politiciens et des militaires de la Maison Blanche? Nous sommes mal placés pour le savoir. Mais tous les incidents et provocations qui se produisent en Amérique Centrale sont de mauvaise augure. Les USA veulent-ils garder le contrôle de la zone canal après l'an 2000? Possible (Et de Guantanamo à Cuba?). Ou, d'après d'autres sources, garder des bases militaires d'une importance stratégique plus grande que le canal? Alors Noriega le gêneur a été transformé en trafiquant de drogue et balayé au nom de la loi et de l'ordre.

Panama 5 février 1990  
Ghislain Bellorget



## FORMULAIRE D'ABONNEMENT

Abonnement 1 an (5 numéros):  
Abonnement 2 ans (10 numéros):  
Abonnement 2 ans de soutien:  
souscription:

90 francs  
170 francs  
300 francs (ou plus)  
..... francs

NOM ..... PRENOM .....  
ADRESSE .....  
CODE POSTAL ..... VILLE .....

A retourner à IRL, 13 rue Pierre Blanc 69001 Lyon – chèque à libeller à IRL CCP 4 150 95 N LYON

# LE SYNDICALISME

# RÉVOLUTIONNAIRE

Le syndicalisme révolutionnaire, comme référence explicitement revendiquée, est apparu en France, au tournant du siècle, avec l'émergence de la C.G.T. D'abord très lié aux mouvements socialistes, le mouvement syndical français non seulement a acquis son autonomie mais s'est constitué contre le projet socialiste de conquête du pouvoir politique. La C.G.T. a prétendu alors définir une voie propre de transformation sociale, non liée aux partis politiques ou aux petits groupes purement idéologique, comme les anarchistes par exemple. Avant d'examiner l'histoire du syndicalisme révolutionnaire, les pays où il est devenu une force conséquente et quel peut être son avenir on peut rapidement présenter l'essentiel de ses caractéristiques comme projet social et politique.

Le projet politique du syndicalisme révolutionnaire.

On a souvent présenté le syndicalisme révolutionnaire comme étant "apolitique". Parce qu'il prétend transformer radicalement la société le syndicalisme révolutionnaire est bien un projet politique. Et s'il y a doute à son sujet c'est qu'il y a politique et politique. La politique que le syndicalisme révolutionnaire dénonce et refuse c'est la politique politicienne, celle des hommes politiques professionnels, celles des partis politiques.

Pour les syndicalistes révolutionnaires les partis politiques ne peuvent pas changer la société. Ils ne peuvent que se disputer le pouvoir qui sert à la gérer telle qu'elle est, à la conserver en état. Cette critique radicale de la politique politicienne s'organise, dans la conception syndicaliste révolutionnaire autour de deux grands axes:

- la dénonciation de l'Etat
- l'action directe.

## LA DENONCIATION DE L'ETAT

Pour les syndicalistes révolutionnaires l'Etat n'est pas une réalité neutre, un arbitre. C'est un adversaire avec lequel on ne peut pas se réconcilier et qui, surtout, ne peut en rien servir à transformer la société, à supprimer les inégalités et l'exploitation des ouvriers. L'Etat, comme réalité coercitive et juridique, est essentiellement contraignant et répressif, au service d'un ordre social injuste qui, parce qu'il est injuste, a précisément besoin d'un Etat pour se perpétuer.

Pour les syndicalistes révolutionnaires vouloir gérer l'Etat démocratique comme le veulent les socialistes, c'est forcément trahir les intérêts ouvriers, les asservir à l'ordre qui les exploite, maintenir le statut quo en

**L**e vendredi 23 mars, le «Cercle d'Etudes Sociales et Syndicales» de Saint-Etienne organisait un débat public sur le thème «l'actualité du syndicalisme révolutionnaire». Daniel Colson, auteur d'un livre sur le mouvement ouvrier stéphanois (1) et des militants de la CNT intervenaient. Réunissant une cinquantaine de participants, ce débat a été particulièrement intéressant. Nous publions ci-dessous l'intervention de Daniel Colson (2).

donnant l'illusion du changement. De la même façon les syndicalistes révolutionnaires dénonceront le projet communiste de conquête de l'appareil d'Etat pour établir la soi disante "dictature du prolétariat". Pour eux la dictature du prolétariat c'est la dictature de l'Etat lui même et de ces embryons d'Etat que sont les partis communistes.

## L'ACTION DIRECTE

Elle occupe une place centrale dans les conceptions du syndicalisme révolutionnaire. On vient de voir que les syndicalistes révolutionnaires dénoncent la politique politicienne comme une illusion ou un grave danger. Pour eux les élections ne servent à rien, sauf à amuser les gens, à leur faire croire qu'en mettant périodiquement un bulletin dans l'urne, ils maîtrisent leur vie.

Au bulletin de vote ils opposent l'action syndicale. Par action syndicale, dans le projet syndicaliste révolutionnaire, il ne faut pas entendre la participation aux multiples rouages de concertation qui se sont multipliés au fil du temps. Pour les syndicalistes révolutionnaires cette concertation ne peut qu'affaiblir le syndicalisme et le mouvement ouvrier. Elle mobilise des milliers de militants qui cessent

alors d'être des militants, qui deviennent des bureaucrates ou des "fonctionnaires syndicaux", coupés de ceux qu'ils sont censés représenter et défendre. A cette multiplication des commissions et des instances de concertation les syndicalistes révolutionnaires opposent l'action directe.

Par action directe ils entendent, comme les mots le disent, l'action sans intermédiaires, l'action des ouvriers eux mêmes sur les problèmes qui les concernent. Pour les syndicalistes révolutionnaires les ouvriers ne sont pas des assistés que l'on représente. Ils ne doivent pas remettre leur sort dans les mains des dirigeants politiques ou des bureaucrates syndicaux. Ils doivent être les acteurs de leur propre libération, de leur propre vie.

Les syndicalistes révolutionnaires n'ont pas une vision idyllique des relations sociales telle qu'elle tend à s'imposer depuis quelques années. Pour eux l'action ouvrière est une lutte, un combat où l'on ne se fait aucun cadeau. Une remarque est ici nécessaire. Au syndicalisme révolutionnaire et à l'action directe on associe souvent l'idée de violence. C'est vrai et faux en même temps.

C'est faux quand on essaie de faire croire que les syndicalistes révolutionnaires prônaient la violence des bombes ou des révolver par

exemple. Historiquement, chaque fois que le sang a coulé, dans la longue histoire du mouvement ouvrier, ça a été le plus souvent le fait de l'armée ou des forces de police.

Mais c'est vrai aussi, dans la mesure où la défense par les ouvriers de leur dignité et de leurs intérêts supposent en fait des affrontements et des tensions le plus souvent minuscules, non spectaculaires, dont on imagine mal, de l'extérieur, l'intensité. L'Action directe des syndicalistes révolutionnaires c'était cette lutte de tous les jours, ce jeu de cache-cache avec les directions d'usine pour que les ouvriers se regroupent, forment leurs intérêts communs et remettent en cause l'évidence de l'ordre de l'usine, des salaires, de la logique économique, des licenciements toujours présents comme nécessaires, inévitables.

Le paradoxe de la situation actuelle c'est que l'on soit parvenu à persuader les salariés et les ouvriers des bienfaits de la concertation, de la négociation, des cercles de qualité où l'on "communiqué", bref de la non violence des rapports sociaux immédiats. "On peut toujours s'asseoir autour d'une table de négociation", "les différents sont toujours des malentendus qu'un peu de communication permet de dissiper" etc... C'est un paradoxe parce que c'est justement au moment où l'on tient ce discours lénifiant aux salariés qu'on demande par ailleurs aux cadres et plus généralement aux futurs cadres d'apprendre à se battre sans cesse, à être en concurrence avec le monde entier, les japonais par exemple ou bientôt les allemands, à écraser les autres pour ne pas être écrasés, à être toujours le premier, à avoir les dents longues et à s'en servir, à ne pas s'embarrasser de scrupules ou du sens dé-

suet et archaïque de la solidarité.

Bref comme il y a politique et politique il y a violence et violence. La violence des syndicalistes révolutionnaires est une violence de solidarité, une solidarité qui n'a évidemment rien à voir avec les campagnes de téléthon.

## SYNDICALISME REVOLUTIONNAIRE ET CLASSE OUVRIERE

On peut faire une seconde remarque, plus courte, sur ce qui caractérise le projet syndicaliste révolutionnaire. Cette seconde remarque touche directement le thème du débat de ce soir. Historiquement le syndicalisme révolutionnaire est étroitement lié à une forme particulière d'existence de la classe ouvrière.

Le syndicalisme révolutionnaire est né avec l'industrialisation.

Il est lié à six grandes caractéristiques de la classe ouvrière:

- cette classe ouvrière est en plein développement et elle regroupe essentiellement des ouvriers du secteur secondaire, le bâtiment, la métallurgie, les mines pour l'essentiel.

- cette classe ouvrière en extension se concentre dans la périphérie immédiate des villes. Les ouvriers occupent encore la ville, qu'ils habitent. Ils sont au cœur des métropoles.

- cette classe ouvrière se recrute essentiellement dans les campagnes françaises. Elle est homogène nationalement.

- ses conditions de vie sont extrêmement précaires.

- les ouvriers sont relativement exclus de la vie politique.

- dernière caractéristique peut être la plus importante: les ouvriers, ou une



grande partie d'entre eux, se sentent essentiels pour l'existence de la société, indispensables à sa reproduction matérielle. Le machinisme commence juste à se développer, l'organisation scientifique du travail balbutie. Pour les syndicalistes révolutionnaires les ouvriers sont des "producteurs", les seuls producteurs avec les paysans, alors que les autres, les patrons en particulier, sont vécus de façon immédiate et évidente comme des "parasites", des "inutiles" dont on peut facilement se passer, sinon se débarrasser.

De toutes ces caractéristiques découle une base du syndicalisme révolutionnaire, ce qu'on a appelé le "séparatisme ouvrier". Les ouvriers tendent à former un monde à part, sans doute beaucoup plus divers qu'on pourrait le penser mais relativement stable et homogène dans ses composantes, doté de très fortes identités de classe. Ils vivent ensemble dans les mêmes quartiers. Ils partagent les mêmes loisirs, la même culture,

les mêmes aspirations.

A Saint Etienne par exemple, la Bourse du Travail est un lieu intense d'activité que l'on imagine mal actuellement. Les militants s'y pressent en grand nombre le soir après le travail et surtout les dimanches. Spectacles et meetings réunissent souvent des milliers d'ouvriers. Sans doute ne faut-il pas trop idéaliser. Il ya des grandes périodes d'abattement, de reflux mais globalement la situation n'a rien de comparable avec celle que l'on connaît actuellement. L'affirmation ouvrière s'impose dans toute la ville. Je ne donnerai qu'un exemple. Les marchands forains de Saint Etienne ne sont évidemment pas des salariés. Ils ont toutes les raisons, comme maintenant, de se démarquer de la classe ouvrière. Et pourtant pendant des années ils s'obstinèrent à constituer un syndicat adhérent à la bourse du travail, à la C.G.T. puis à la C.G.T.U. Et, fait tout aussi surprenant, ils seront toujours acceptés. Les archives ont conservé une lettre de

1922 où, au nombre de 150, les marchands forains de la place des Ursules demandent à adhérer une nouvelle fois aux organisations ouvrières. Le texte explique:

*" Nous avons la prétention de dire que nous sommes des travailleurs libérés et que nous n'oublions pas la classe à laquelle nous appartenons, celle du prolétariat. Nous sommes des travailleurs comme les autres, vivant de notre commerce; ouvriers libérés du joug patronal et qui veulent vivre en toute indépendance".*

Il y aurait beaucoup à dire sur ce texte étonnant, sur l'ambiguïté d'une condition ouvrière faite d'exploitation, dont il faut se libérer mais qui est suffisamment porteuse d'un projet propre pour que l'on continue de s'en réclamer.

On peut donner un autre exemple de cet hégémonie d'alors du mouvement syndical à St Etienne. Au début des années vingt Jean Doron, instituteur de son état et futur dirigeant du parti communiste explique dans un long article paru dans Le Peuple de la Loire, que le parti, encore socialiste à l'époque, n'a pas à parler au non de ceux-ci. C'est le syndicalisme qui est l'organisation "naturelle" des ouvriers. Le rôle du parti consiste uniquement à convaincre les classes moyennes qu'elles n'ont rien à redouter de la révolution ouvrière dont le syndicalisme est porteur.

Ces remarques faites nous pouvons revenir à l'histoire du syndicalisme révolutionnaire.

Un premier point doit être souligné. Le syndicalisme n'est pas forcément révolutionnaire. Ceci est particulièrement vrai lorsqu'on regarde autour de nous. Mais c'est vrai aussi historiquement. A l'échelle du monde le syndicalisme révolu-

tionnaire n'a jamais été majoritaire. Dès le tournant du siècle il lui a fallu composer, sur le plan international, avec les gros bataillons des syndicats allemands et anglais. Il a constitué cependant une composante très importante.

En France tout d'abord où il est majoritaire au sein de la CGT jusqu'en 1914. En Argentine où il est également majoritaire jusqu'au milieu des années vingt avec la CORA et la FORA. En Italie ou l'U.S.I. constitue jusqu'à l'avènement du fascisme une des deux grandes composantes syndicales. En Espagne surtout où la CNT regroupera jusqu'à un million d'adhérents à la veille des événements de 1936. pour moins de 24 millions d'habitants, dans un pays essentiellement rural. En Catalogne, la grande région industrielle du pays, la CNT est pratiquement la seule organisation syndicale.

Le syndicalisme révolutionnaire ou l'anarcho-syndicalisme est ainsi une force principalement du sud, des pays latins. Mais pas uniquement cependant. Il est puissant en Hollande avant 1914. En Allemagne où il se développe plus tardivement, en Suède avec la SAT. Aux U.S.A. avec les I.W.W. qui connaissent un grand développement à la veille de la première guerre mondiale.

## COMMENT EXPLIQUER

### L'EFFACEMENT DU

### SYNDICALISME

### REVOLUTIONNAIRE

### COMME FORCE

### ORGANISEE ?

Je m'en tiendrai à l'exemple français. On peut distinguer cinq grandes périodes dans l'histoire de la

classe ouvrière et du mouvement ouvrier de ce pays:

- Une période avant 1914, des années 1870 où le mouvement ouvrier se reconstitue à la déclaration de guerre.

- de 1920 à 1936.

- de 1936 aux années soixante

- de 1968 à 1981, histoire d'avoir des repères.

- de 1981 à aujourd'hui.

Je ne reviendrai pas sur l'avant 1914 s'il y a des questions on pourra en reparler mais ce n'est pas le thème principal du débat.

De 1920 à 1936 on assiste à un effondrement du mouvement syndical, un effondrement à côté duquel la situation actuelle pourrait sembler extrêmement florissante. Je ne donnerais qu'un exemple. En 1935 au moment de la réunification entre la CGT et la CGTU on trouvait dans la métallurgie de l'ensemble du bassin stéphanois qui comptait alors un grand nombre d'entreprises et de grosses entreprises, 150 adhérents à la CGTU et 60 à la CGT. 210 adhérents en tout pour quelques quarante six mille ouvriers employés dans cette branche.

Comme le montre bien Noirielle (3), cet effondrement du syndicalisme, comme aujourd'hui, est du à une dislocation et à une recombinaison profonde de la classe ouvrière. Les ensembles ouvriers qui s'étaient constitués à la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle se défont, les gens se déplacent beaucoup et surtout, face au manque de main d'oeuvre, l'industrie française entreprend de faire massivement appel à une main d'oeuvre étrangère

Très affaibli le syndicalisme français se coupe en deux:

- d'un côté on trouve le secteur tertiaire qui se maintient et qu'organise surtout la CGT (fonctionnaires, cheminots etc...). Déjà très réformistes avant la guerre ce secteur

pousse la CGT à adopter une attitude de plus en plus négociatrice et conciliante aux antipodes du syndicalisme révolutionnaire. Jouhaux, secrétaire général de ma CGT devient un personnage important du Bureau International du Travail (BIT).

- de l'autre côté, très affaiblis, les secteurs porteurs jusque là du projet syndicaliste révolutionnaire ne sont plus organisés, très faiblement, que par la CGTU entièrement soumise au parti communiste. Les militants les plus révolutionnaires, désespérés de la situation, se tournent vers la révolution russe. La révolution n'est plus ici mais ailleurs. Le projet révolutionnaire du syndicalisme lie son sort au parti communiste qui lui même se lie totalement à Moscou et à la troisième internationale.

## SYNDICALISME REVOLUTIONNAIRE ET IDEOLOGIE

Un point important doit être souligné ici. Il constitue en quelque sorte une troisième grande remarque sur ce qui caractérise le projet syndicaliste révolutionnaire. Le syndicalisme révolutionnaire est un projet de transformation de la société il n'est pas une idéologie. C'est un projet pratique, qui se nourrit de la réalité et des possibilités qu'elle offre. C'est pour cela que les idées syndicalistes révolutionnaires ont ressurgi dans les années soixante dix, parce qu'alors les luttes sociales ont reprises, sans que personne ne s'y soit attendu, sans que personne ne l'ait prévu. Dans les périodes de reflux il est très difficile de se reconnaître dans le

syndicalisme révolutionnaire ou l'anarcho-syndicalisme, sauf à transformer ces références en idéologie morte. La Charte d'Amiens n'est pas un traité théorique ou un programme détaillé d'actions et de propositions. C'est un texte de deux pages, rapidement écrites sur la table d'un bistrot au cours d'un congrès particulièrement important.

Dans les périodes de reflux les militants tendent toujours à se réfugier dans des organisations purement idéologiques ou politiques. l'idéologie c'est la compensation d'une réalité défail-  
lante.

Le parti communiste a joué ce rôle au cours des années vingt et au début des années trente, à sa façon, déterminante pour la suite. Mais il n'était pas seul. Les anarchistes par exemple, très influents au sein du syndicalisme révolutionnaire, se sont aussi repliés sur eux-mêmes. La grande caractéristique du syndicalisme révolutionnaire d'avant 1914, c'est que les animateurs du mouvement syndical venaient de tous les horizons idéologique de la gauche ouvrière: des anarchistes bien sûr dans la mesure où l'action et le projet syndicaliste révolutionnaire sont très nettement de type libertaire, mais aussi de toutes les organisations socialistes de l'époque, des allemandes comme des gauchistes ou des possibilistes. Anarchistes, socialistes, voir radicaux socialistes se sont alors retrouvés au coude à coude aux côtés des syndicalistes sans appartenance politique déclarée. Ils ont abandonné leur organisations spécifiques pour se consacrer entièrement à la lutte syndicale et révolutionnaire, aux côtés de tous les autres ouvriers.

1936 ouvre une nouvelle période dans l'histoire de la classe ouvrière et du

mouvement ouvrier français. Après les bouleversements des années vingt la classe ouvrière se restablit une nouvelle fois pour une quarantaine d'années, le temps de deux générations. Je ne voudrais pas ouvrir une polémique sur 1936 mais on peut dire que le front populaire a contribué largement à enfin intégrer la classe ouvrière restabilisée dans le système politique français. Le drapeau rouge a été réconcilié avec le drapeau bleu blanc rouge et, globalement, pour des raisons multiples l'opinion ouvrière a cessé d'envisager comme possible un bouleversement radical de la société. C'est le parti communiste qui a géré cette situation en reprenant à son compte, dans les circonstances de la guerre, le patriotisme, l'identité nationale, l'intégration de la classe ouvrière dans le système politique français. Il n'est pas indifférent de savoir qu'avant d'être le fond de commerce de l'extrême droite le "Front National" était alors une organisation communiste, issue de la résistance.

En disant tout ça, un point de vue qu'il faut discuter bien sûr, je ne veux pas dire qu'il n'avait plus de révolutionnaires dans le mouvement ouvrier français. Mais on assiste alors à une sorte de division entre l'action syndicale réduite à l'action immédiate et l'appartenance au parti communiste où se cristallisent les espérances révolutionnaires. Les révolutionnaires, les plus nombreux tout du moins, se retrouvent au parti communiste. Mais leurs projets et leurs espérances révolutionnaires se trouvent comme gelés dans un parti qui définit étroitement son action en fonction des dirigeants de l'Union soviétique, Staline pendant une vingtaine d'années, puis ses successeurs par la suite.

Il ne faudrait pas croire pour autant que l'action syndicale et ouvrière a alors perdu sa force de subversion et de contestation. L'exemple des Aciéries de Saint Etienne, alias CAFL, Creusot Loire puis Ascométal, que je connais bien permet de voir comment l'action syndicale pouvait, au cours des années cinquante et soixante par exemple, constituer une force considérable où l'on retrouve tous les traits du syndicalisme révolutionnaire. La CGT dans cette usine comptera, au début des années soixante, jusqu'à près de onze cent adhérents, sur quinze ou seize cent ouvriers, un taux de syndicalisation de plus de 70%. Cette adhésion n'est pas formelle ou purement administrative. Elle correspond à une guérilla incessante contre la direction, qui débouchera sur mai 68 et sur les luttes du début des années soixante dix. Communistes, socialistes, anarchistes et anarchisant se retrouvent de nouveau au coude à coude dans une pratique unitaire largement autonome, porteuse de grands espoirs de changements. Mais les luttes ouvrières d'alors se trouvent comme atomisées, enfermées dans les entreprises par des appareils syndicaux et politiques dont le moins qu'on puisse dire est qu'ils n'ont rien de syndicalistes révolutionnaires. Je donne l'exemple des aciéries de Saint Etienne mais on pourrait les multiplier. Je pense par exemple à l'entreprise Hispano Suiza dont un certain nombre de militants analysent bien la situation dans le livre intitulé "Les ouvriers face aux appareils" (4).

De 1968 à 1981 on rentre dans une autre période qui est très intéressante pour ce qui touche le thème du débat de ce soir. Les idées forces du syndicalisme révolutionnaire vont brusquement

s'imposer de nouveau, brutalement, dans un contexte entièrement nouveau, montrant qu'elles ne sont pas liées aux conditions particulières qui les ont vu naître au tournant du siècle. La grève générale de mai 68 en donnant forme au renouveau syndical des années précédente a fourni brusquement le cadre à la fois concret et général de ce que pouvait l'action directe. La grève, régulièrement renvoyée au musée par ceux qui la redoutent, retrouvait toute sa force subversive. Non pas comme action immédiate et sans lendemain mais comme support d'un projet spécifique de transformation sociale. Le thème, complètement déconsidéré actuellement de l'autogestion a été la formulation théorique, un peu comme la charte d'Amiens, d'une pratique politique et sociale collective qui s'enracine directement





dans le syndicalisme révolutionnaire.

Comment expliquer cette résurgence en actes du syndicalisme révolutionnaire? Comment expliquer son effacement au début des années quatre vingt? Peut-il ressurgir de nouveau? C'est à ces trois questions que je voudrais fournir rapidement quelques éléments de réponses, pour amorcer la discussion. Mais c'est plus facile de parler du passé que du présent.

Comment expliquer la résurgence des idées forces du syndicalisme révolutionnaire au cours des années soixante dix? Il faut tout d'abord écarter une illusion. Il ne s'agit pas d'une résurgence du syndicalisme révolutionnaire d'avant 1914. Il ne s'agit pas d'un retour en arrière. La grève, la contestation et l'action directe des années soixante dix s'inscrivent dans un

contexte beaucoup plus large que celui du mouvement ouvrier traditionnel. La classe ouvrière n'était plus ce qu'elle était autrefois, on l'a vu. Si l'action ouvrière a pris les formes qu'elle a revêtu en mai 68 et par la suite c'est dans le cadre d'une contestation qui embrassait la société civile tout entière. Les ouvriers et plus généralement la sphère du travail, bien évidemment, mais aussi les jeunes, les femmes, les moeurs, la culture, le sens d'une société, vécue comme absurde, tournant dans le vide. D'une certaine façon on peut dire que la classe ouvrière d'alors a été entraînée dans un mouvement où elle n'était pas forcément motrice. Je regrette que les copains postiers du centre de tri de Lyon gare ne soient pas là pour expliquer leur cheminement syndical depuis les années soixante dix. Leur expérience montrerait, il me semble, cette inscription de la lutte syndicale dans un contexte beaucoup plus vaste.

Comment expliquer le reflux de ce mouvement nouveau, surgi à la fin des années soixante? Par la crise économique et la restructuration profonde du système capitaliste tout d'abord. La crise économique a brisé la combativité des salariés mais pas seulement des salariés. Elle a renvoyé chacun à ses angoisses individuelles, d'emploi et de réussite pour soi et ses enfants. Elle a réimposé la prééminence de la logique économique, capitaliste rappelons le, parce qu'on l'oublie parfois, au détriment de la logique sociale qui s'était imposée pendant quelques années.

Plus radicalement, et pour ce qui concerne la classe ouvrière, le système capitaliste est entré dans une nouvelle phase de transformation qui a de nouveau disloqué les ensembles ouvriers stabilisés à

partir des années trente. Par bien des points on retrouve une situation comparable à celle des années vingt.

A ces deux raisons on peut joindre deux autres, plus secondaires:

- la grande capacité des appareils de gestion de la société à intégrer en les désamorçant, les sources de conflits nés au cours des années soixante dix mais je ne développerai pas ce point;

- la stratégie politique des organisations de gauche adoptée au cours des années soixante dix et qui a conduit à l'arrivée des socialistes au gouvernement.

En adoptant le "programme commun" de gouvernement les partis communiste et socialiste ont verrouillé le vaste mouvement de contestation des années soixante dix. Ils ont, avec un relatif succès, empêché ce mouvement de se donner un projet propre. L'espérance d'un changement par la politique politicienne a pris le pas chez beaucoup de militants sur l'espérance d'une transformation sociale. Le parti communiste porte ici une grande responsabilité, à la mesure de l'influence qu'il pouvait avoir alors dans la classe ouvrière. Après avoir freiné des quatre fers un mouvement social et revendicatif qui menaçait sa stratégie et son hégémonie sur la classe ouvrière, après avoir tout fait pour empêcher que la lutte syndicale ouvrière ne s'ouvre au mouvement de contestation générale qui l'avait en grande partie permise, il a largement contribué à enfermer le mouvement ouvrier dans une espérance de transformation politique totalement illusoire. La situation actuelle dispense d'en faire la démonstration.

Ceci dit il ne faut pas donner à la politique des partis plus d'importance qu'elle n'a. Le pro-

gramme commun et l'arrivée des socialistes et des communistes au gouvernement ne sont qu'un élément secondaire au regard des transformations et de la restructuration du système capitaliste. C'est cette restructuration qui est déterminante dans la situation difficile où nous nous trouvons actuellement.

## LE SYNDICALISME REVOLUTIONNAIRE

### A T'IL UN A VENIR ?

N'étant pas prophète j'avoue ne pas avoir beaucoup de réponses à fournir à cette question. Sinon que personnellement je souhaite qu'il en est un. Ce qui offre un intérêt limité. Mais avant que la discussion s'ouvre je voudrais seulement dire que cet avenir n'est certainement pas un retour au passé. L'intérêt historique du syndicalisme révolutionnaire c'est d'avoir défini des formes de luttes et d'organisation qui, elles, sont toujours actuelles:

- une façon de lutter où l'on agit directement, sans s'en remettre à d'autres, à des représentants, à des instances extérieures à nous. Une façon de lutter où l'on brise l'isolement des rôles et des filières que nous impose la société telle qu'elle est.

- une façon de s'organiser, à la base, à travers des mouvements autonomes qui se fédèrent sans donner naissance à des appareils centralisés, coupés des réalités de la base. Une façon de s'organiser où l'on se méfie des programmes tout fait,

(suite page 21)

# CONNAISSEZ-VOUS FRANCOIS PARTANT ?

## LA LIGNE D'HORIZON, ESSAI SUR L'APRES-DEVELOPPEMENT

"Qu'importe la vitesse si l'on est privé du temps ?"

François Partant - Roche de son vrai nom - est au départ cadre de haut niveau à la banque "Paribas". Il commence à se poser des questions au début des années 60 à la suite d'une mission en Iran où il devient proche de l'opposition au Shah. Il fait ensuite un long séjour de quatre ans à Madagascar et se retrouve en France en Mai 68. Certain qu'aucun développement n'est possible dans les conditions où l'on prétend le promouvoir, il interviendra désormais hors de toute structure professionnelle. En 1969 à Aden, il est appelé à travailler sur un projet de centrale économique qui n'aboutira pas mais qu'il va continuer de porter en lui jusqu'à la fin de sa vie et qui constituera sa "ligne d'horizon". En 1971 c'est le Congo puis à nouveau Madagascar où il revient en 1972 à la veille du "Mai malgache". De retour en France, il participe au tournage de sept films réalisés par Gordian Troeller et Marie-Claude Deffarge dans la série "Au nom du progrès" en 1975 et 1976 et à la conception de "Les Semences du Progrès" en 1983. Outre de multiples articles, il écrit sept livres dont "La guérilla économique" en 1976, suivi de "Que la crise s'aggrave" en 1978. En 1980 c'est l'utopie libertaire du "Pédalo ivre" et en 1982 "La fin du développement", alternative au monde finissant. Il meurt d'un cancer à Montpeyroux, dans l'Hérault, en juin 1987 à l'âge de 61 ans. Son dernier livre, inachevé mais révisé par ses proches, "La ligne d'horizon", est publié en novembre 1988 et constitue la trame du présent article.

### Historique du "développement"

Le développement tel que nous le connaissons en Europe a une origine historique, c'est la fin du 18<sup>e</sup>, début 19<sup>e</sup> siècle.

François Partant aime à rappeler que jusque-là toutes les sociétés vivaient en autonomie économique sur leurs ressources propres. Elles définissaient non leurs besoins, car ils sont partout les mêmes, mais les moyens de les satisfaire et les techniques mises en œuvre à cet effet. Elles étaient plus ou moins prospères mais elles maîtrisaient les facteurs dont dépendait leur propre reproduction : même dans le pire des déserts, les gens vivaient.

Or, la période coloniale a modifié fondamentalement les conditions d'évolution de l'ensemble des sociétés. Quelques nations européennes ont envahi le monde, rendant possible la révolution industrielle du 19<sup>e</sup> siècle. L'industrialisation, avec l'urbanisation qu'elle provoquait, nécessi-

taient la production d'un surplus alimentaire ou de matières premières agricoles, à une époque où les rendements agricoles ne progressaient que très lentement, et ce sont donc les colonies qui l'ont rendue possible. Ensuite, l'industrie a donné aux pays dans lesquels la révolution industrielle s'était produite le monopole d'un nombre considérable d'activités productives, non seulement industrielles, mais toutes celles en rapport avec l'industrie (les transports maritimes par exemple). Ces activités vont avoir comme source d'approvisionnement le monde entier et comme débouché le monde entier. A partir de ce moment-là, il y a eu concentration anormale des activités productives dans les pays industrialisés.

Commence alors le grand déséquilibre Nord/Sud. La révolution industrielle a été non seulement, au point de vue social, le moteur de la division de la société en classes foncièrement antagonistes, mais aussi responsable de ce déséquilibre Nord/Sud. Elle constitue le point charnière à partir duquel tous les peuples, perdant leur autonomie économique, et par là-même la possibilité d'un développement endogène centré sur leurs capacités à évoluer et sur leurs ressources propres, vont devenir de plus en plus étroitement interdépendants, mais avec des conditions de vie de plus en plus contrastées et des intérêts de plus en plus contradictoires. Tous vont être amenés, de gré ou de force, à contribuer à l'édification d'une construction économique mondiale formidablement élitaire, dont les nations industrielles constituent la façade dynamique. Tous apportent leur contribution à cette construction par le seul fait qu'ils se voient fixer pour objectif, par les pouvoirs qui s'exercent sur eux et dans un cadre qui peut être indifféremment capitaliste ou socialiste, celui que poursuivent ces mêmes nations. C'est ainsi que la priorité donnée à l'accroissement de la richesse et de la puissance collectives par des moyens techniques est devenue LE CHOIX CULTUREL FONDAMENTAL commun à toutes les composantes sociales de l'humanité. En s'autoproclamant modèle universel, l'Européen, tout en reconnaissant l'humanité de l'Autre, le ravale au rang de l'homme historiquement inférieur, inachevé en quelque sorte. Son sentiment de supériorité, qui était et qui demeure au cœur de son racisme, se trouve un fondement apparemment objectif : il est l'homme le plus évolué. Du coup sa position dominante à l'échelle mondiale ne résulte plus d'un simple rapport de forces. Elle a une dimension ou une portée eschatologique qui se légitime : l'Européen trace la voie de l'évolution humaine.

### L'idéologie du "progrès"

Or cette voie, c'est la voie de l'exclusion et de la destruction. Exclusion de l'Autre, destruction du milieu, par l'accumulation indéfinie de richesses devenue une fin en soi. L'immense majorité des hommes ignore ce qui devrait être de nature à fonder un choix fondamental d'existence ; il n'y a plus, à la différence des sociétés primitives, de correspondance entre le champ des connaissances et le champ de l'action ; nous sommes en situation d'interdépendance mais sans en connaître les conséquences : il y a complète rupture entre l'acte et la conscience des résultats de l'acte.

Aussi, notre mode de production, avec le genre de vie qu'il autorise et même qu'il implique - puisqu'il faut que la consommation augmente pour que la production puisse elle-même augmenter - est-il aussi destructif du milieu qu'il est productif de valeurs marchandes. Les atteintes répétées au milieu finissent par avoir, en s'additionnant, les mêmes conséquences qu'un accident écologique majeur.

En outre, notre opulence collective d'Européens est directement liée à l'exploitation du Tiers Monde, produit de la décolonisation : elle résulte du sous-paiement de nos approvisionnements, lui-même rendu possible par la sous-rémunération de la force de travail, le Capital étant devenu au Nord comme au Sud, à l'Est comme à l'Ouest, le seul véritable maître d'œuvre du "développement". En effet, si ce que l'on dénomme encore "socialisme" critique les rapports de production instaurés par le capitalisme, l'injustice sociale ou l'exploitation du travail, il ne critique nullement l'accumulation capitaliste qu'il implique cette exploitation puisqu'il admire l'efficacité du Capital, les progrès techniques qu'il réalise et le développement des forces productives qu'il assure... Or qu'importe la vitesse si l'on est privé du temps ?

Les pays du Tiers Monde ne doivent donc surtout pas se considérer comme des "pays en voie de développement", puisque calqués sur notre modèle technico-économique, mais comme A RECONSTRUIRE en fonction de leurs spécificités : reconstruire un appareil de production adapté à leurs ressources, à leur force de travail, au marché qu'ils peuvent devenir si la totalité de la population a accès aux moyens de production, à leur culture. Mais ce choix implique la disparition de l'actuel système de pouvoir. Car jamais l'Etat ne le fera...

François Partant est on ne peut plus explicite : "La solution ne peut être recherchée que dans

une organisation de l'anarchie. C'est à dire comment, concrètement, concevoir une organisation sociale pour qu'une économie puisse fonctionner sans pouvoir d'Etat."\*

### *La ligne d'horizon*

Poursuivant sa réflexion, il conçoit un organe technique, baptisé "Centrale Economique", qui serait chargé de promouvoir et de coordonner les activités de production, travaillant sous le contrôle de l'autorité de tous ceux qui ont à exécuter ses décisions. Lieu où se précise la décision collective, la Centrale ne serait pas un pouvoir et devrait être structurée en sorte qu'elle ne puisse en devenir un. Avec un statut tout différent, elle jouerait un peu le rôle qu'a le Plan dans une économie socialiste, mais en y associant les fonctions exercées par les administrations à vocation économique et par les conseils d'administration des holdings dans une économie capitaliste. Vaste programme... à suivre, l'ébauche n'ayant pu être concrétisée tant à Aden en 1969 qu'à Madagascar en 1972 après le renversement du président Tsiranana.

Mais François Partant persiste et signe en détaillant en annexe de son livre-posthume son "Association pour une alternative socio-économique mondiale". Cette alternative ne peut être qu'un système socio-politique et technico-économique différent de celui que représentent les systèmes capitaliste et socialiste, faces opposées

certes mais d'un même Janus, qui se partagent le monde. Sa mise en forme présuppose qu'une partie de l'humanité puisse se dissocier de ces deux systèmes et se soustraire aux pouvoirs qui les organisent ou les imposent. Ceux qui la veulent doivent donc revendiquer le droit de se constituer en société autonome, et de disposer d'une partie du territoire que se sont réparties les nations. Une société ne peut être qualifiée d'alternative que si elle exclut tous les rapports de domination et toutes les relations de pouvoir qui structurent les sociétés existantes. Praticant une démocratie directe, qui confère à chaque individu un droit égal à participer aux décisions relevant de la collectivité, elle s'autogère en tous domaines. Si des délégations de pouvoir sont parfois nécessaires, elles doivent demeurer exceptionnelles et être à tout moment révoquables, afin que ceux qui en bénéficient ne puissent les utiliser contrairement aux vues de ceux qui les ont données. La règle est que les individus sont les membres conscients, actifs et responsables du groupe social qu'ils forment. Chaque groupe constitutif de la société alternative mondiale s'organise démocratiquement afin de permettre le plein épanouissement de tous les individus qui le composent. Il distribue les fonctions en son sein sans que ces fonctions puissent être une source de pouvoir ou de privilèges matériels indus. Les individus auxquels sont attribués des fonctions de direction ne les exercent qu'en vue d'assurer l'exécution des décisions prises par le groupe lui-même.

Fiction ? Mais accepter le présent, c'est s'interdire un avenir possible.

**JEAN-JACQUES GANDINI**

**Montpellier 1er avril 90**

### *Bibliographie*

- "En Iran, complot contre une nation" ; Ed. Werden
- "Mais si demain l'Afrique" ; Ed. L'âge d'Homme
- "Voyage en Ziguerie (pour le démantèlement d'une économie dominante)" ; Ed. L'âge d'Homme
- "la guérilla économique" ; Le Seuil, 1976
- "le pédalo ivre" ; Ed. Solin, 1981
- "la fin du développement" ; La Découverte, 1982
- \* "Organisons l'anarchie ; entretien avec F. Partant" ; I.R.L. n° 56, été 84
- "Mort de F. Partant ; La crise s'est aggravée" ; I.R.L. n° 74, oct. 87
- "Lignes d'horizon : quelle alternative ?" ; I.R.L. n° 79, hiver 88
- "La ligne d'horizon : essai sur l'après-développement" ; La Découverte, 1988

## "ANARCHISTE PLUS UN"

Le sujet attire les écrivains... Après *La mémoire des vaincus* de Michel Ragon (éd. Albin Michel), qui mettait en scène un anarchiste aux prises avec son siècle, voici *Les enfants de Kropotkine*, de Bertrand Renouvin (éd. Ramsay/de Cortanze), consacrés aux anarchistes durant ce que l'on a appelé la "Belle Epoque".

Mais les deux auteurs n'ont pas la même sensibilité politique, et le lecteur ne manquera pas de s'en apercevoir. Michel Ragon s'affirme sans détours libertaire, tandis que Bertrand Renouvin est connu pour son appartenance à la "Nouvelle Action Royaliste". Ce dernier mot évoque de fâcheux souvenirs : il est donc utile de préciser que cette organisation, la "Nouvelle Action Royaliste", se situe non pas à l'extrême droite, comme l'"Action Française", mais clairement à gauche, et que ses membres n'hésitent pas à se donner pour des "mitterrandistes". D'ailleurs, affirment-

ils, le président de la république se conduit souvent comme un monarque, ce que nous ne contesterons pas !

*Les enfants de Kropotkine* se lit sans déplaisir, mais ne laissera pas une trace inoubliable dans la littérature. Bertrand Renouvin a le tort de se pencher sur le mouvement anarchiste à une période qui a déjà maintes fois été traitée. Depuis longtemps, nombre d'écrivains ont, en effet, puisé leur inspiration dans les attentats commis à la fin du siècle dernier par Ravachol ou Emile Henry, dans les hold-up de la "bande à Bonnot", ou dans le cours de la Première guerre mondiale. Bertrand Renouvin ne fait pas preuve d'originalité.

Son livre a toutefois le mérite de présenter des anarchistes animés par un souci de justice et d'égalité, et l'auteur ne cherche pas à faire passer à tout prix ses personnages pour des brigands ou des malades mentaux,

comme ont pu le faire d'autres écrivains extérieurs au mouvement libertaire. Bien sûr, ses personnages sont naïfs et se laissent facilement piéger, ils ne sont pas non plus à l'abri des contradictions, mais au moins revendiquent-ils des idées qu'on ne peut réprocher, reconnaît Bertrand Renouvin, qui éprouve visiblement pour eux une certaine sympathie. Notons encore que ce livre ne s'attache pas plus que de raison au côté spectaculaire du mouvement libertaire de la "Belle époque", et qu'il aborde des problèmes qui concernaient les anarchistes dans leur vie quotidienne. Peu d'écrivains ont eu cette démarche, il faut le signaler. Comme certains "royalistes de gauche", Bertrand Renouvin se dirait-il donc lui aussi "anarchiste plus un" (plus le roi, bien entendu !) ?

**THIERRY MARICOURT**

# CONDAMNÉ À L'IRRESPECT ET À LA VÉRITÉ

*Il est rare qu'un anarchiste reçoive les honneurs d'un haut personnage de l'Etat. Mais nous ne nous en plaindrons pas, car de telles formalités, si elles se produisaient, seraient forcément suspectes... Denis Langlois, qui ne fait pas secret de ses convictions libertaires, a été nommé lauréat du Prix des Droits de l'Homme pour son ouvrage concernant L'affaire*

*Seznec (ed. Plon). Le prix devait lui être remis par Laurent Fabius, actuel Président de l'Assemblée Nationale. Convenait-il de se présenter à cette cérémonie ou fallait-il décliner l'invitation? Denis Langlois s'est interrogé. Songeant tout d'abord à refuser, il s'est ravisé lorsqu'il a appris qu'il pourrait lire un texte à cette occasion. Ce texte, le voici. L'avocat-écrivain ne*

*mache pas ses mottes... ! Il y a fort à parier que le prochain prix sera décerné à un auteur plus soucieux des usages... !*

Thierry Maricourt

**Le «Prix Littéraire des Droits de l'Homme» a été remis à Denis Langlois le 5 octobre dernier; parmi les précédents lauréats, citons Günter Wallraff, en 1986, pour *Tête de Turc*.**

**A**utant vous l'avouer tout de suite : j'ai hésité à accepter ce prix. Je n'ai jamais été un chaud partisan des prix littéraires, mais ce n'est pas la raison. Celui-ci sort très nettement de l'ordinaire. Il réunit la littérature et le combat pour la justice et, à ma petite échelle, c'est ce que je me suis toujours efforcé de faire dans mes livres. Ecrire le plus clairement et le plus sincèrement possible, pour essayer de toucher les lecteurs, les troubler et, pourquoi pas, les convaincre de réagir devant l'injustice. Je ne sais pas si j'ai réussi, mais ce prix est pour moi un encouragement, un clin d'œil amical et complice que je ne pouvais pas refuser. Comment, aussi, ne pas être heureux de succéder au palmarès à tant d'écrivains illustres et généreux que j'admire depuis longtemps ?

Non, le problème qui s'est posé à moi est tout autre : le Prix était remis par le Président de l'Assemblée Nationale. Un représentant du pouvoir politique, donc. Or, tout au long de ma vie — c'est mon vieux fond libertaire — je me suis toujours méfié du pouvoir politique et du pouvoir tout court.

Il faut dire que le début de nos relations a été quelque peu orageux. Sous De Gaulle, parce que je refusais d'effectuer mon service militaire, on m'a logé gratuitement pendant six mois dans un petit studio de la prison de Fresne. Sous Pompidou, un ministre de l'intérieur — un nommé Marcellin — m'a poursuivi à 5 reprises en diffamation envers la police parce que j'avais eu le front de dénoncer les bavures et les abus de pouvoir policiers.

Puis les choses se sont un peu arrangées. Sous Giscard d'Estaing, quelques petits ennuis, comme il en arrive à tout militant des droits de l'Homme. Sous le premier septennat de François Mitterrand, une indifférence à peu près totale pour tout ce que je faisais et écrivais. Et enfin, sous son second septennat, la remise d'un Prix littéraire par le 4e personnage de l'Etat, le Président de l'Assemblée

Nationale, ancien Premier ministre et peut-être futur Président de la République.

Que d'honneurs, mais aussi que de cas de conscience ! Un ministre également écrivain, Max Gallo, s'était étonné il y a quelques années du silence des intellectuels de gauche qui faisaient la fine bouche pour soutenir le Président de la République et le Premier ministre de l'époque. Je n'irai pas jusqu'à me parer du titre d'«intellectuel». Pour beaucoup de gens, cela rime abusivement avec intelligence et je n'aurai pas cette prétention. Mais c'est vrai que je fais partie de ces écrivains de gauche qui ont toujours gardé leurs distances avec le Pouvoir, même lorsque celui-ci s'affirmait de gauche.

Pourquoi ? Tout simplement parce que je considère qu'un écrivain perd une grande partie de sa liberté et de sa lucidité lorsqu'il se rapproche du pouvoir. Il risque de s'y brûler les ailes et de ne plus parler qu'une langue de bois : celle des partisans, celle des courtisans. Celle du copinage sous les lambris dorés des ministères.

Cela ne veut pas dire qu'un écrivain doive se taire. Indépendance ne signifie pas neutralité complice. S'il refuse l'art pour l'art, s'il n'est pas indifférent aux misères et aux douleurs de ce monde, il faut effectivement qu'il crie. Qu'il essaye du moins de le faire, car on lui ouvre parcimonieusement les colonnes des journaux ou les antennes de radios et des télévisions. Même s'il a plus de sympathie pour le nouveau régime que pour l'ancien, il faut qu'il témoigne, qu'il critique, qu'il dénonce, qu'il montre du doigt les bassesses, les injustices. Qu'il apporte aussi aux plus démunis, aux plus écrasés un espoir, celle justement des droits de l'homme enfin appliqués.

C'est son devoir, son utilité, sa raison d'être. S'il ne le fait pas, il n'est plus rien. Il est indigne de cette plume dont il s'est emparé. L'écriture est subversive ou elle n'est pas.

Je ne sais pas si je suis digne ou indigne de la littérature et des droits de l'homme réunis, mais j'ai toujours crié. Simple-ment, j'espérais que ce serait une voix de bronze que tout le monde entendrait et la plupart du temps, ce n'était qu'un mince filet qui parvenait tout juste à se glisser entre les colonnes des journaux.

Vous-même, Laurent Fabius, je ne vous ai guère épargné en septembre 1984, lorsque, Premier ministre, vous avez pour la première fois depuis la Libération extradé trois réfugiés basques, affaiblis par une grève de la faim, pour les remettre au nom de la raison d'Etat entre les mains de la sûreté espagnole. Cela au lieu d'inciter les autorités de Madrid à engager de véritables négociations politiques avec les séparatistes basques, ce qui est la seule voie raisonnable aujourd'hui comme hier.

J'étais attaché au droit d'asile et au droit des peuples à choisir librement leur destin, valeurs de gauche s'il en est, et je vous ai traités, vous et votre gouvernement, d'un nom malsonnant que le journal *Le Monde*, à ma grande surprise, a imprimé, celui de «Saulaids!».

Je ne suis pas sûr, loin de là, que ma diatribe vous ait empêché de dormir. Je ne suis pas sûr d'avoir évité d'autres extraditions, d'autres expulsions. Elles se poursuivent actuellement, plus de 200 en 3 ans, dans l'indifférence quasi générale. Mais j'ai eu la conviction d'avoir joué mon rôle d'écrivain et de défenseur des droits de l'homme.

Aujourd'hui, rassurez-vous, je serai beaucoup plus poli. Je ne vous assènerai pas de pareils qualificatifs. Je suis votre invité et vous vous êtes vous-même écarté un peu du pouvoir. Un tout petit peu.

Je vous dirai seulement qu'actuellement dans les prisons de France j'ai des amis que j'admire et que j'estime. Je vous parlerai de Iulen de Madariaga, un Basque de 53 ans, docteur en droit, qui croupit

dans un cachot de Fresnes, bien qu'il n'ait tué ni blessé personne, mais tout simplement parceque, fidèle à ses convictions, il ose revendiquer pour son Peuple l'indépendance et le respect.

Je vous parlerai de Manuel Périer, un objecteur de conscience de 19 ans, qui se morfond dans sa prison de Dijon, parcequ'il refuse d'apprendre à tuer ses semblables.

Au moment où les feux de l'actualité sont braqués sur les états d'âme des gardiens de prison, je vous parlerai d'un certain nombre de détenus, dont beaucoup d'immigrés, que l'on qualifie méprisamment de «droit communs» et que des tribunaux ont condamnés à des peines sans commune mesure avec les faits qu'ils ont commis, ou même carrément condamnés à tort.

Pour revenir au livre qui m'a valu le Prix des droits de l'homme, je

vous parlerai bien sûr de ce symbole de l'erreur judiciaire qu'a été et que continue d'être Guillaume Seznec. Je vous parlerai de ses souffrances de bagnard, du malheur qui s'est abattu sur sa famille et continue de l'accabler. Je vous parlerai de la lutte acharnée menée hier par sa fille Jeanne et aujourd'hui par son petit-fils Denis.

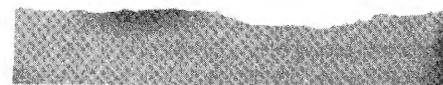
Je vous décrirai cette justice sûre d'elle-même qui refuse obstinément de revenir sur les décisions presque divines qu'elle a rendues. En dépit d'expertises en écriture dont on a beaucoup parlé ces jours-ci, je vous répéterai avec force ma conviction qu'en 1924 la Cour d'Assises de Quimper a envoyé à l'enfer de Guyane un innocent, Guillaume Seznec, qui avait le tort d'être un coupable idéal. Je vous dirai qu'il y a aujourd'hui encore dans les prisons françaises des Guillaume Seznec qui crient leur innocence et que l'on n'entend pas!

Mais sans doute tout cela sera-t-il de peu d'utilité. Les droits de l'homme sont un combat ingrat toujours à recommencer. Un rempart que l'on essaie de dresser, mais que le flot emporte régulièrement et qu'il faut à nouveau reconstruire.

Il est probable que, d'ici la fin de ma vie, j'aurai encore l'occasion de m'indigner et de traiter de «salaud!» un autre premier ministre, quelle que soit sa couleur politique. Mais il est vrai cette fois j'aurai une raison supplémentaire de le faire: essayer de mériter le Prix des droits de l'homme que l'on m'aura décerné en 1989. En me l'attribuant, vous m'avez condamné pour toujours à l'irrespect et à la vérité.

C'est pour cela que je l'ai accepté.

Denis Langlois



## LE SYNDICALISME REVOLUTIONNAIRE ( suite de la page 17 )

des docteurs en socialisme, des vérités soi-disant scientifiques.

Ceci dit, et je conclurai par ce point, la lutte ouvrière, quelle que soit la façon dont la classe ouvrière va se réorganiser, ne peut plus être pensée de façon isolée comme le tout de la contestation sociale. Les luttes ouvrières doivent s'inscrire dans un mouvement de contestation générale

qui les débordent et dont on ne sait pas trop actuellement quelles formes elles revêtiront. De ce point de vue l'avenir devra sans doute se démarquer très nettement de ce que fut, historiquement, le syndicalisme révolutionnaire.

Daniel Colson.

(1) Anarcho-syndicalisme et communisme, Saint Etienne 1920-1925, ACL 1986.

(2) Les organisateurs du débat avait centré celui-ci sur le "syndicalisme révolutionnaire" d'où l'utilisation systématique de ce terme mais ce qu'il vise désigne tout autant l'anarcho-syndicalisme.

(3) Ouvriers dans la société française, XIX ème-XX ème siècle, Seuil 1986.

(4) Ouvriers face aux appareils, une expérience de militantisme chez Hispano-suiza, Maspero 1970.



## TOTALITARISME DEMOCRATIQUE ou ... déshumanisation à visage humain

**D**epuis qu'au printemps de Prague est apparu l'expression de **Socialisme à visage Humain**, ce visage, ou tout au moins ce slogan, a fait du chemin. Mais il est pour le moins irritant de savoir que ce qui sert de modèle aux Pays de l'Est, c'est notre prospère occidental qui ne doit sa prospérité qu'à une progressive accumulation de richesses, ce qui n'aurait pas été possible sans une longue histoire coloniale et néo-coloniale, caractérisée essentiellement par une **humanité** qui est bel et bien l'humanité sans scrupules de portefeuille.

Sous d'autres formes, cette **humanité** a réussi à déshumaniser les membres de cette civilisation performante en faisant d'eux, de nous tous, les instruments de son maintien et de sa continuité, incapables de savoir et de vouloir en dehors de ce qui est décidé en haut lieu, sans tenir aucun compte du choix et de la volonté autonome de chacun; ce qui devrait être, ce me semble, la prérogative essentielle de l'être humain par rapport à toutes les espèces vivantes.

Dans un pays apparemment délivré du totalitarisme du passé et à l'abri d'un totalitarisme présent, il peut encore se produire un conditionnement des esprits qui ne saurait se limiter aux seuls régimes dictatoriaux.

Un pays comme l'Italie peut bien illustrer cela, alors que, débarrassés du fascisme, un certain nombre d'Italiens s'est cependant gavé de stalinisme. Il s'agit pourtant d'un régime démocratique dont le maintien, paradoxalement, était dû en bonne partie à la présence active des staliniens dans l'opposition (et seulement parce que dans l'opposition, justement).

Dans d'autres pays, dont la France, cet exemple peut être aussi valable, dans une certaine mesure; un conditionnement aussi bien stalinien que fascisant s'est fait sentir, et continue à s'exercer encore aujourd'hui.

Un conditionnement qui ne semble pas amener de trop graves conséquences, en

dehors des régimes totalitaires qui lui correspondent et où la main-mise sur l'individu est, ou a été jusqu'ici, totale.

Cependant, l'homme évoluant dans nos pays libres, apparemment dépositaire de toutes les possibilités pour conserver son intégrité, se trouve pris à un piège aussi grandiose (et par là invisible, comme le Bon Dieu, qui est partout et nulle part) que sa prétendue Démocratie.

Pendant qu'on le tient occupé entre une élection présidentielle et une multitude de sondages, les enjeux fondamentaux de son existence présente et future lui échappent.

C'est la qualité et le cap de notre civilisation, qui échappe à tout contrôle et à toute intervention réelle de la société, quelle que soit la couleur du gouvernement qu'elle se donne.

Le pouvoir abusif et... lessivant des mots atteint par la douceur le but qui, dans un régime totalitaire est obtenu par la menace constamment maintenue sur ses sujets.: l'adhésion ou soumission inconditionnelle au modèle de civilisation dominante finit par le faire paraître comme le seul possible et envisageable, tout horizon pouvant s'en écarter étant bouché, noyé dans et par les mots rassurants qui sont déployés dans ce but de suprématie absolue d'un système qu'aucun parti n'envisage de remettre en cause.

L'aboutissement est alors, sans coup ni blessure, et tout en maintenant le jeu démocratique apparent, un totalitarisme substantiel que personne ne songe à contester en tant que tel, car ce n'est pas en tant que tel qu'il est perçu.

C'est son camouflage qui fait justement sa force. Pas de Goulag, pas de tortionnaire contre qui s'insurger en rêvant du «grand soir» du règlement des comptes, puisque tout est en règle, tout va bien dans le meilleur des mondes, ou alors, même si tout ne va pas vraiment bien, la certitude demeure que c'est toujours du meilleur des mondes possibles qu'il s'agit.

L'impossible, l'utopiquement envisageable, est banni de l'esprit de chacun par la toute-puissance des mots qui véhiculent le discours du «réalisme» et par là du maintien de la tendance dominante.

Personne n'est obligé de suivre, dans le sens où on entend le mot obligation dans les régimes tyranniques.

Non, personne n'a de canon pointé sur lui pour le contraindre. C'est la planète qui subit, tout... naturellement, tout... démocratiquement, la main-mise tyrannique et tortionnaire du modèle de civilisation qui a su s'imposer et qui puise sa force illimitée dans la collaboration et la convoitise sans limites qu'elle a su susciter (imposer aussi par des voies détournées et une modification du milieu ambiant...), en s'adressant à des peuples privés d'une connaissance globale des enjeux, qui, éventuellement, pourrait amener à décider dans un tout autre sens.

L'absence de connaissances, l'absence des possibilités de juger en toutes connaissances de causes de tous les tenants et les aboutissants qui règlent notre existence immédiate et future, fait de la démocratie un simulacre, dans lequel, par certains côtés, il fait bon vivre, tant qu'il y a encore de la vie, pourrait-on ajouter avec Lapalisse... Mais la menace que chacun, souvent à son insu, contribue à faire peser, lui échappe...

L'homme moderne est pressé; plein de choses urgentes à affronter et résoudre... et, ce qui nous échappe, c'est que la chose la plus urgente est de surmonter, mettre de côté toute urgence, pour prendre le temps de réfléchir et voir enfin ce qui est réellement urgent et prioritaire, afin que chacun puisse offrir le meilleur de son énergie, au lieu de la gacher et de la disperser dans le tourbillonnement cahotique et superficiel qui, par sa cacophonie et ses nuées de poussière, nous empêche de voir l'essentiel...

Ce qui, aveugles, nous rend prisonniers de notre aveuglement. Cette grande prison dorée d'un... totalitarisme à visage humain dans lequel il fait si bon vivre, lorsqu'on le compare aux totalitarismes barbares qui commencent juste à se désagréger en nous prenant, nous (Oh, les pauvres), comme modèle de leur nouvelle et... bonne conduite.

Quand sortirons-nous de l'auberge, donc, si au lieu de nous proposer quelque chose de nouveau on vient nous imiter de toutes parts, en multipliant les chances de survie de ce système, tout en multipliant et en accélérant la fin de la survie même de tout ce qui permet à la planète de se maintenir à flots, en dépit de l'acharnement avec lequel on la maltraite de tous côtés.

Giordano Bruno Giglioli  
Venasque, 14/2/90

BUCAREST:  
Avenue construite par Céaucescu, déserte;  
Et demain? Photo N.Thevenet



# Pour des débats idéologiques

Faisant partie de ces "inquisiteurs" (selon la terminologie de F. Mintz) qui ont pris fait et cause pour la CNT-AIT, j'ai été surprise de lire dans le dernier numéro d'IRL (No 84) que le comité de rédaction (?) souhaite voir disparaître les "disputes idéologiques" autour de l'affaire espagnole<sup>1</sup>. Il ne faudrait parler que "de points concrets, des projets des deux centrales syndicales, de leur audience dans le monde du travail..." Donc, si je comprends bien le message, ne montrer au public que le beau côté de la médaille.

A mon avis, dans les circonstances actuelles, ne souligner que les aspects positifs ou "pro-positifs" du mouvement libertaire espagnol est une escroquerie. Les lecteurs sont adultes, ils ont le droit de connaître les arguments des uns et des autres, nous ne devons pas nous comporter comme des marchands d'illusions. Cela dit, je ne pense pas, malheureusement, que les divergences idéologiques qui existent derrière la polémique en question soient véritablement apparues. Jusqu'à maintenant, les désaccords ont porté avant tout sur les faits et, dans une moindre mesure, sur les causes de la situation actuelle.

Qualifier "d'idéologique" une polémique, parce qu'elle ressemble à un dialogue de sourds, c'est lui faire un mauvais procès.

Est-ce que par hasard l'anarchisme ne serait pas une idéologie, c'est-à-dire une interprétation du monde basée sur des valeurs, des idées, des théories dont on ne peut, à priori, affirmer la validité absolue. Ainsi qu'une utopie soit "un projet d'établir une situation dont le présent ne contient pas toutes les prémisses"<sup>2</sup>

**La réflexion  
sur la complexité du réel  
peut-elle remplacer  
la volonté anarchiste?**

Personne, je l'imagine, ne voudrait prétendre faire de

l'anarchisme une nouvelle théorie générale du social, une "science" capable d'appréhender la réalité dans son ensemble et d'offrir les réponses les plus adéquates à la situation du moment. Ce projet qui fut entre autres celui du marxisme, a entraîné suffisamment de dérives totalitaire, pour être, me semble-t-il, rejeté à priori.

A ce propos, je souhaite faire quelques remarques sur l'article de Christophe intitulé "introduction à un réel et fragile consensus libertaire".<sup>3</sup>

Je partage les préoccupations de Christophe sur le fait qu'il est urgent de parvenir à un consensus libertaire, au moins sur la définition de ce que c'est qu'être libertaire. Cela dit, ce consensus sera bien difficile à trouver si l'on remet en cause, comme il semble le suggérer, les évidences que constituent pour les anarchistes

- le non à l'Etat
- le non au marxisme
- le non au vote.<sup>4</sup>

Aucun sujet de discussion ne doit bien sûr être tabou, mais il ne faudrait pas pour autant brader notre identité. Contrairement à ce que croient certains le point de vue libertaire n'est pas synonyme de "révolutionnaire, de classe ou ce que l'on voudra".<sup>5</sup>

S'intéresser aux sciences physiques et humaines, prendre conscience de la complexité, de la diversité du réel est une chose; en conclure que seule une action réformiste est possible, en est une autre.

Pour moi, participer au projet anarchiste, diffuser son idéologie, discuter sa doctrine, ne constitue pas, avant tout, une nécessité intellectuelle, mais une exigence éthique. Ce projet ne constitue qu'une des réponses possible, même si c'est la meilleure à mon avis, aux problèmes auxquels est confrontée l'humanité.

**Le mouvement libertaire  
doit rester subversif**

Je crois qu'il serait très dangereux, de renoncer au nom du réalisme, aux dimensions

subversives, qui s'attachent à notre mouvement.

Je ne pense pas que "travailler dans le but de proposer des innovations économiques et sociales" ou "dynamiser la démocratie en lambeaux là où elle est la plus directe: dans la ville, dans la commune" puissent devenir les nouveaux objectifs du mouvement libertaire. Il faut noter que les propositions de Christophe sont ambiguës par leur manque de précision. On ne peut savoir si l'auteur souhaite voir se développer des expériences autonomes du type coopératives, assemblées de base... Ou si, comme moi je l'ai compris, il suggère que l'on devrait participer aux élections municipales et à des expériences de cogestion au sein des entreprises capitalistes et des institutions d'Etat.

En ce qui me concerne, je pense que notre refus du système capitaliste et autoritaire doit demeurer radical et sans concessions, si on ne veut pas laisser aux nationalistes, fascistes et autres fous de Dieu, le soin d'exploiter sans entraves le désarroi et la révolte qui existent dans des couches toujours plus importantes de la population. Ceci est particulièrement vrai pour la France où l'extrême-droite apparaît de plus en plus comme le seul courant extérieur au système, le seul à donner une image de rupture vis-à-vis de la classe politique et des institutions.

Un bon exemple de lutte importante dans laquelle des libertaires se montrent capables d'avoir une influence est celle qui a lieu actuellement contre la *poll tax* en Grande-Bretagne. Il faudra à l'avenir en tirer des enseignements. J'imagine qu'une fois encore on constatera que notre mouvement se construit mieux à partir de révoltes populaires, que grâce aux attermoissements d'intellectuels désabusés.

Réaffirmer nos principes éthiques, nos acquis, notre histoire, les confronter aux nou-



velles réalités et aux nouvelles représentations du social, en

discuter et en débattre, oui.

Confronter les diverses traditions qui se revendiquent du mouvement libertaire, oui.

Pratiquer l'unité d'action, à la base, avec des militants appartenant à d'autres courants du mouvement ouvrier, oui.

Tomber dans tous les pièges (élections, etc.) que le système met en place pour récupérer ou canaliser le mécontentement des opposants; offrir le prestige et le terrain de l'anarchisme aux transfuges marxistes<sup>6</sup> en panne d'image crédible, non.

Ariane

Lausanne, le 6 avril 1990

1. Voir IRL No 81, 82, 83, 84.
2. Claude Lefort - éléments d'une critique de la bureaucratie, Gallimard, 1979, p. 84.
3. IRL No 84.
4. C'est-à-dire le non au système parlementaire que nous connaissons, à la délégation permanente etc., et pas le non à la démocratie dans l'absolu. Le vote étant le plus souvent nécessaire aux prises de décisions au sein de quelque communauté que ce soit.
5. Comme le prétendent des "libertaires" dans le journal du groupe pour une Suisse sans armée, No 5, 20 fév. 90, p. 4.
6. Je ne vise pas les rédacteurs d'IRL quand je parle de "transfuges marxistes". Pas plus que je n'exclus la possibilité pour des marxistes de devenir libertaires, comme cela paraît être le cas actuellement de la Ligue socialiste révolutionnaire aux Etats-Unis (Selon "Torch" oct. 89). Par contre, je crois qu'il y a des personnes qui utilisent le discours libertaire, l'image et le prestige de notre mouvement, pour développer des pratiques en tous points semblables à celles des marxistes. Ce phénomène déjà ancien risque bien de se développer, si l'on n'y prend pas garde, avec la perte de crédibilité pour le discours marxiste due aux événements de l'Est.

Dans les milieux anarchistes, il est de bon ton de louer le dernier livre de Michel Ragon, romancier à succès, que les libertaires connaissent bien pour avoir publié des articles dans quelques revues de la FA. Dans cet ouvrage, l'auteur se propose ni plus ni moins de retracer l'histoire du mouvement libertaire français à travers les pérégrinations de son héros, Fred Barthélémy, le tout sous le titre éloquent **La Mémoire des Vaincus**. En effet, là est résumé toute sa thèse, Michel Ragon se fait fort de remuer le couteau dans la plaie, c'est-à-dire la défaite de l'anarchisme, faisant de l'histoire du mouvement une sorte d'immense et longue Saint Barthélémy.

Avec un tel diagnostic, on s'en doute, Ragon va s'efforcer de nous faire pleurnicher sur 475 pages et il y réussit d'autant plus qu'il utilise le procédé éprouvé de ponctuer les différentes défaites politiques de son héros par une vie amoureuse pour le moins mouvementée qui n'est autre que l'expression d'un formidable échec. Car il semble bien qu'il y ait une clé pour saisir la signification de ce roman. On comprend peu à peu que la vie de Fred Barthélémy se résume à sa fuite du fantôme de son amour de jeunesse et que cette fuite en avant est l'allégorie de l'histoire du mouvement libertaire qui, renouvelant sans cesse ses échecs, s'aveugle de manière inéluctable.

Pour Michel Ragon le problème des anarchistes semble qu'ils ne soient jamais résolus à être assez anarchistes. Au-delà des erreurs politiques, il y a une morale qui se dessine, c'est que les anarchistes se sont trop laissés aller à admettre des pratiques violentes dans leur lutte, de la révolution russe à la guerre d'Espagne (épisodes mis adroitement sur le même plan que celui de la Bande à Bonnot). Cette politique ne leur a jamais apporté que d'être inéluctablement voués aux «poubelles de l'histoire» par leurs ennemis, les bolchéviks.

On arrive à la fin de ce roman essoufflé et hébété. On peut recevoir le diagnostic à la fois final et fatal: le mouvement libertaire qui se reconstitue après-guerre est, tout comme le lecteur, traumatisé et malade. La vérité, car le héros de ce roman aspire à la sagesse, c'est la société toute entière qui est malade et qu'il incombe aux libertaires de la régénérer en revenant aux vieux principes dont ils se sont éloignés, tout comme jadis le peuple hébreux s'éloignait régulièrement des enseignements de Moïse. C'est là qu'apparaissent les Louis Lecoq, Emile Armand et consorts qui, s'appuyant sur Sébastien Faure tels le prophète Elie sur les textes sacrés, se font les gardiens de la Tradition. Il s'agit de respecter cette morale transcendante dont Thoreau et surtout le sacro-saint Tolstoï se sont faits les apôtres: le végétarisme, le pacifisme intégral, bref l'ascétisme purificateur.

L'alcool en effet est le corollaire de la violence. Barthélémy se vautre dans la dépravation au contact des bolchéviks et durant la guerre civile espagnole. Tous les signes sont donc «révélés» de la mauvaise nature du chemin qu'il prend. On comprend mieux alors pourquoi Michel Ragon considère que le très catholique Charles Péguy était l'anarchiste par excellence au point de mettre en exergue du premier chapitre du roman une citation de ce maître à penser, de même que Céline sacré écrivain libertaire même s'il est fâcheusement antisémite. Dans la même veine on remarque que l'auteur a précisément choisi le poème le plus réactionnaire et le plus obscurantiste («On supprimera l'âme au nom de la raison puis on supprimera la raison») comme citation d'Armand Robin, enfant chéri de la Fédération Anarchiste. Ce n'est qu'à la page 469 qu'il montre véritablement ses aspirations idéalistes (qui pourraient être les mêmes que celles des anarcho-capitalistes ou des fascistes) en affirmant que «si le socialisme ne se transcendait pas en une métaphysique des mœurs, il ne valait pas la peine d'être vécu».

Bien entendu, Michel Ragon nous a fait grâce de certains détails comme la plateforme d'Archinoff par exemple, dont il ne souffle mot. S'il daigne nous parler du communisme libertaire tel qu'il a émergé de la FCL (Fédération Communiste Libertaire), c'est juste pour nous informer de ce «complot à la mode bolchévique». Nulle mention n'est faite des écrivains surréalistes comme André Breton, Benjamin Péret ou Jehan Mayoux qui ont été très proches du mouvement libertaire durant toute une époque. Par contre, l'auteur nous fait pleurer sur les morts de Drieu-la-Rochelle, de Louis Renault, de Laval et s'apitoie sur le sort terrible de Louis-Ferdinand Céline relégué à l'exil.

On comprend mieux dans ces conditions de quelle manière le mouvement libertaire s'embourbe et pourquoi cette mémoire dont Michel Ragon se réclame est celle des vaincus. Nous signalons cependant à son attention qu'il existe tout un courant du mouvement ouvrier qui se réclame — ne lui en déplaise — de l'héritage de Bakounine. Ses militants ne se reconnaîtront que très difficilement dans le tableau brossé par Michel Ragon car ils refusent de se laisser entraîner dans cette dérive idéaliste caractéristique des sectes individualistes dont il défend, on le voit, ouvertement les thèses. A ces pleurnicheries crypto-chrétiennes, ils préfèrent le terrain de la lutte des classes qui leur est plus familier en bon matérialistes que tout anarchiste conséquent devrait être.

Stéphane, Montpellier

S I M O N E W E I L  
E T L E S Y N D I C A L I S M E  
R E V O L U T I O N N A I R E

Les éditions Galimard ont entrepris de publier les oeuvres complètes de Simone Weil, philosophe mystique inclassable. Le tome II, Ecrits historiques et politiques, qui vient de paraître, rappelle comment, pendant une dizaine d'années elle a été étroitement mêlée au mouvement syndicaliste révolutionnaire, en particulier dans le cadre de la Bourse du Travail de Saint Etienne. En 1936 Simone Weil devait rejoindre quelques temps la colonne Durruti.

Les écrits de cette période comptent un grand nombre d'articles parus dans "L'Effort" le journal que publiait le "Cartel Autonome du Bâtiment" de Lyon. Le syndicalisme révolutionnaire résistait encore à la double montée du syndicalisme réformiste de la C.G.T. et du syndicalisme communiste de la C.G.T.U. Dans la région il pouvait compter sur la Bourse du Travail de Saint Etienne et sur deux puissants bastions, la Fédération des mineurs de la Loire qui regroupait l'essentiel des forces syndicales du bassin minier de Saint Etienne et le très important "Cartel Autonome du Bâtiment" de Lyon dont personne n'a encore fait l'histoire. Tout ceci devait s'effondrer à la déclaration de guerre et ne plus resurgir par la suite.

Les extraits de l'article de Simone Weil que nous publions ci dessous ont parus dans "L'effort" de janvier 1932, au lendemain de l'échec de la tentative des syndicalistes révolutionnaires regroupés autour de "La Révolution Prolétarienne" pour relancer un mouvement de réunification syndicale (Comité dit des "22"). On imagine mal la violence des affrontements, physiques

et verbaux, qu'a entraîné alors le reflux durable du mouvement ouvrier. A côté d'eux les injures entre les deux C.N.T. espagnoles sont presque amicales. Rien que dans le bâtiment où le syndicalisme devait bientôt devenir marginal, on trouvait alors, outre le cartel autonome, des syndicats communistes, des syndicats réformistes ou socialisants, un syndicat anarchiste (le S.U.B. syndicat unique du bâtiment) affiliée à la C.G.T.S.R. Et toutes ces organisations s'injuriaient en permanence quand elles ne s'affrontaient pas à coup de manche de pioche.

C'est dans ce contexte que Simone Weil écrit. Son texte est donc daté: le moment où les partisans du syndicalisme révolutionnaire désespèrent de voir renaître le vaste mouvement libertaire de masse que fut, en France, le syndicalisme. Il reste d'actualité cependant dans la mesure où il décrit assez bien les bases à partir desquelles un mouvement comparable pourrait ressurgir: non plus uniquement les bases "productives", syndicales, dont parle Simone Weil, mais, sans aucun doute les bases concrètes et pratiques de la vie en société, quelle que soit leur forme.

D.C.

Ce ne sont pas les discussions concernant les idées ou les personnes qui font en ce moment échec aux tentatives d'unité; ce n'est pas non plus, comme on le dit parfois, la mauvaise volonté de chefs qui tiennent à se maintenir aux postes dirigeants. Cette poignée de permanents n'a de puissance que par l'état actuel de la classe ouvrière, état qui leur permet d'ôter, par leurs manoeuvres, toute effi-

cacité à un désir d'unité de plus en plus vif. (...)

De tout temps, ceux qui désirent l'avènement de telle ou telle forme de société, ou la conservation de la forme existante, se sont groupés conformément à leurs affinités mutuelles. De tout temps, les groupements ainsi formés, sous le nom de partis ou sous d'autres noms, se sont, selon l'occasion, alliés, ménagés ou passionnément combattus. Alliances et combats de fantômes. De tels groupements peuvent s'ils sont fortement disciplinés, se mettent à la tête des mouvements qui agitent la société en divers sens; ils ne les créent jamais. Ils ne peuvent mordre sur la constitution réelle de la société. Derrière ces groupements, il en existe d'autres qui, eux, ne reposent aucunement sur la conformité des opinions, mais, qui, contrairement aux premiers, règlent ou constituent l'ordre social. Ces groupements, ce sont ceux qui se rapportent de quelque manière à la production. Les membres d'un trust sont liés par tout autre chose que par une communauté de vues. Les ouvriers et les contremaîtres dont la réunion forme un atelier peuvent être radicalement opposés dans leurs manières de penser, dans leurs opinions, dans leurs désirs; ils n'en sont pas moins efficacement associés par le seul fait qu'ils coopèrent. (...)

Ainsi toute l'histoire humaine est double. La facade en est constituée par une lutte dramatique entre des groupements qui font effort dans le vide afin d'établir la forme de société que chacun a posé comme préférable. Par des-

sous se développe la véritable histoire, constituée par le jeu des groupements qui font fonctionner l'ordre social existant; c'est uniquement par le fait des groupements au moyen desquels il fonctionne que l'ordre social peut, à un moment quelconque, se trouver transformé. (...)

Ainsi, la véritable organisation révolutionnaire est celle où un mineur, par exemple, a sa place, non pas du fait qu'il désire l'avènement d'un autre état social, mais du fait qu'il travaille dans la mine. Autrement dit, c'est le syndicat. Or il existe bien des syndicats; mais comme cette forme d'organisation ne correspond pas à l'état actuel de la classe ouvrière, les syndicats ont encore figure de groupements fondés, non par sur l'analogie des fonctions sociales, mais sur la ressemblance des opinions. Ainsi la scission s'est-elle produite dans les syndicats en même temps que dans les partis ouvriers. (...)

Dans ces conditions, la seule action susceptible d'efficacité consiste pour les militants à donner au mouvement syndical, partout où ils le peuvent, son caractère véritable. (...)

Pour que le pouvoir puisse passer effectivement aux travailleurs, ceux-ci doivent s'unir, non pas du lien imaginaire que crée la communauté des opinions, mais du lien réel que crée la communauté de fonction productrice.

Simone Weil,  
L'Effort, n°288, janvier 1932

# Les Jardins de Cocagne



Depuis une douzaine d'années fonctionne à Genève une «coopérative de légumes» regroupant jardiniers-producteurs et consommateurs. Partie sur une base modeste, elle a atteint aujourd'hui la limite de 220 membres et un fonctionnement quasiment professionnel. Au fil des souvenirs et des débats actuels, en voici un portrait.

«Pourquoi créer une coopérative de production-consommation de produits alimentaires, alors que des grands réseaux de distribution existent et mettent chaque jour à votre porte tous les fruits et légumes de la terre (et c'est pas tellement cher)?

Pourquoi cultiver des plates-bandes de 25 mètres si les machines sont adaptées à cultiver sur des kilomètres?

Parce que ça nous plaît!

## DU POINT DE VUE DU CONSOMMATEUR

Et puis, **du point de vue du consommateur**: si tu achètes tes légumes au marché, souvent tu ignores par quel canal ça t'arrive et comment ça a été cultivé:

- Combien gagnent les cueilleurs de bananes?
- Pourquoi les haricots viennent-ils d'Égypte?
- Pourquoi un poisson est-il 5 à 10 fois plus cher à Genève que chez le pêcheur?
- Pourquoi des camions de veaux coincés dans le tunnel du Mont-Blanc?
- Pourquoi des tonnes de légumes jetés chaque mois à Genève?
- Tu veux cultiver ton propre jardin, tu as envie de voir pousser ce que tu manges, mais ça te prend trop de temps, tu n'as pas de terrain,

tu n'as pas envie de t'isoler chaque dimanche, tu pars en vacances au moment où il faudrait arroser et arracher les mauvaises herbes...

- Tu vas au bureau, tu as envie que le printemps ne soit pas comme l'automne, tu as envie de suivre les saisons même dans ta bouche, celles d'ici et pas celles d'Acapulco...
- Tu as envie d'un espace campagnard collectif, pour agrandir les murs de ton appartement. Tu t'intéresses de près ou de loin aux activités campagnardes, tu as peut-être entendu parler du prix du lait et de son contingentement; tu en as marre d'acheter des légumes sous cellophane, qui ont perdu toute saveur; tu trouves important de manger des légumes sains, naturels et dans lesquels tu peux avoir confiance.
- Les problèmes de l'agriculture ne concernent pas seulement les agriculteurs. Si notre équilibre écologique est rompu, n'est-ce pas aussi à cause de l'agriculture actuelle?

## DU POINT DE VUE DU PRODUCTEUR

- Si tu es ton propre patron, tu es très vite ramené à une seule préoccupation: faire tourner l'entreprise, vendre

chaque kilo le plus cher possible, sans regard pour la qualité; tu te spécialises et tu emploies n'importe quel moyen pour lutter contre les parasites.

- Si tu produis pour le marché, tu risques de ne pas pouvoir vendre ou de devoir vendre à moindre prix à un revendeur. Tu dois te faire connaître, «percer».
- Si tu produis pour un revendeur, tu es obligé de vendre tes légumes à un moindre prix et tu paies avec les consommateurs la commercialisation.
- Si tu es seul propriétaire, tu assumes seul les responsabilités et les risques. Tu ne peux pas partager jusqu'au bout des expériences nouvelles. Tu es seul en face de ton travail. Tu trouves difficilement des financements. Si tu embauches des employés, ça crée des rapports de dépendance. Tu es rivé à la terre, tu as des difficultés à te faire remplacer en cas de besoin, à prendre des vacances, à assumer des tâches comme la formation, l'information, etc.»

*(Bulletin, novembre 1978)*

Les Jardins de Cocagne, fondés en 1978 à Genève, sont une coopérative qui a pour but – selon ses statuts légaux – «l'approvisionnement de ses membres en produits alimentaires par l'exploitation agri-

cole collective de terrains, ainsi que par le développement de toutes les activités économiques, sociales, scientifiques ou culturelles s'y rattachant».

Plus concrètement, aujourd'hui: 220 sociétaires emploient trois jardiniers payés au mois pour cultiver des légumes sur 2 hectares environ. Les légumes sont la propriété des consommateurs. Ils sont récoltés une fois par semaine, répartis dans 220 sacs (de 2 à 10 kg selon la saison) et distribués en ville vers quelque 35 points collectifs de distribution. Les coopérateurs paient une quote-part annuelle et vont aider au jardin pendant trois demi-journées par année. En contrepartie, ils reçoivent pendant neuf mois environ des légumes biologiques de saison. Ils ne choisissent pas leurs légumes chaque semaine, mais décident du plan de culture annuel en assemblée générale.

## LES DEBUTS

C'est d'abord l'histoire d'un agronome qui trouve que tout pourrait être bien plus simple; qui cherche à cultiver mais n'a ni capital, ni terrain; l'histoire de ses copains et copines, militants, alternatifs, qui ont parfois des petits enfants, qui vivent souvent à plusieurs; l'histoire d'une ville où il est difficile de se loger et de circuler, et d'une campagne environnante peuplée de riches vigneronnes, de kilomètres carrés de serres, de villas aux grands jardins un peu à l'abandon...

Le premier été, nous étions 40 personnes dans le collectif, avec un jardinier qui cultivait des bouts de terrain dans plusieurs coins du canton. C'est après la première saison que la coopérative a été constituée et que des comptes ont été sérieusement tenus.

### Budget prévisionnel, exercice 1979 (chiffres en francs suisses)

#### Frais annuels:

Location terrain + local	2 200.-
Labourage	800.-
Fumier, terreau, etc.	3 000.-
Semences, plantons	2 500.-
Eau	1 500.-
Entretien des machines	1 500.-
Transports	2 500.-
Salaires + charges	29 000.-
Amortissements	5 000.-
Divers	2 000.-
<b>Total</b>	<b>50 000.-</b>

**= 125 parts à 400 francs**

#### Installations fixes

##### (amortissement sur 5 ans):

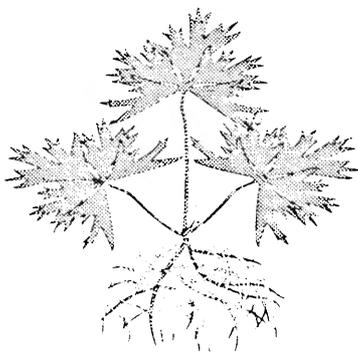
Motoculteur	4 000.-
Motobineuse	3 000.-
Accessoires	1 000.-
Semoirs, poussette	1 000.-
Outils complémentaires	2 000.-
Tunnels, couches	4 000.-
Eau, tuyaux	5 000.-
Piquets, échelas	1 000.-
Baies, fil de fer, piquets	3 000.-
Divers	1 000.-
<b>Total</b>	<b>25 000.-</b>

financées par: 125 parts

sociales à 50 francs	6 250.-
amortissements	5 000.-
prêts	3 750.-
<b>Total</b>	<b>15 000.-</b>

reste à trouver: 10 000.-  
en parts sociales  
supplémentaires et/ou prêts

Réserve + divers: main-d'œuvre supplémentaire pour installations, hangar, poulailler, etc.: 10 000.- à trouver sous forme de dons.



## UN JARDINIER A O U T 1 9 8 0 : NOTRE COOPERATIVE NE DOIT PAS RESTER A M I - C H E M I N

«Pour moi, les objectifs de Cocagne restent:

- 1) Un changement des relations entre les producteurs et les consommateurs. Nous ne cultivons pas pour des clients anonymes, mais nous pouvons discuter de notre travail et non pas seulement des légumes et de leurs prix. Les coopérateurs peuvent voir le jardin, participer à la production, examiner comment poussent les légumes, constater les soins qu'ils demandent...
- 2) Un terrain à disposition près de la ville pour les coopérateurs: terrain non seulement pour les loisirs, mais aussi pour la production. Il ne reste plus beaucoup d'endroits où des adultes, des enfants, des handicapés peuvent se rendre compte de ce qu'est la production agricole.  
Pour ceux qui s'intéressent plus spécialement au jardinage, avoir un jardin collectif au lieu de jardins individuels; ou simplement avoir une place pour camper ou faire un feu.
- 3) Une alternative aux grands centres de distribution pour une partie de notre consommation au moins. La possibilité de manger des légumes biologiques, qui ont du goût et qui correspondent aux saisons. Apprendre à connaître de nouveaux (ou d'anciens) légumes, échanger des recettes.

- 4) Des informations et la possibilité d'écrire sur les conditions de production dans l'agriculture, ses relations avec le tiers monde, etc.

Les difficultés financières de Cocagne nous font souvent oublier toutes ces choses qui sont et qui restent la base de notre coopérative. Avec tous les problèmes de la vie de tous les jours, il reste peu de temps pour discuter des vrais problèmes, le fond des choses et les désirs et aspirations de chacun...

*Reto»*

## L'ÉCONOMIE

Pour entrer dans la coopérative, chaque sociétaire verse une part sociale. Ce capital a permis un équipement de base (machines, serres, eau). Le budget annuel prévoit aussi l'amortissement et le renouvellement des installations.

L'assemblée générale fixe aussi le montant de la quote-part annuelle (le «prix» des légumes) et le salaire des jardiniers. La valeur des légumes est calculée par rapport aux prix moyens du marché de gros non biologique à Genève; les quantités livrées peuvent évidemment varier selon les conditions météorologiques, mais la quote-part est forfaitaire. Depuis quelques années, les sociétaires paient des parts légèrement différenciées selon leurs revenus et leurs charges de famille; chacun calcule ce qu'il doit payer selon un barème. Les jardiniers, qui étaient peu payés au début, touchent actuellement des salaires qui se rapprochent du salaire moyen des coopérateurs.

Donc si les «prix» et les «salaires» sont calculés selon le marché local, le circuit est hors du marché: tous les légumes produits sont distribués (et, espérons-le, mangés) et les jardiniers touchent leur salai-

re quelle que soit leur production (quelle confiance...). A la vérité, quelques livraisons en gros sont effectuées à des collectivités; elles représentent environ 10% du budget.

Des contacts plus ou moins réguliers existent avec d'autres producteurs, pour compléter les livraisons: œufs, pain, fruits et légumes d'hiver. Cela à condition que leurs conditions de production soient comparables à celles de Cocagne (coopératives, ou du moins sans exploitation, et biologiques).

L E T T R E D' U N  
C O C A G N A R D  
( C' E S T L A P R E M I E R E )  
1            9            8            1

*«J'ai bien aimé le dernier bulletin de Cocagne. Toutefois, l'article intitulé "Savoir se nourrir" m'a fait un peu tiquer. Biogénique, bioactif, biostatique, biocidique: je suis probablement d'accord, mais. Mas il n'y a pas que les aliments qui engendrent, activent, ralentissent, détruisent la vie. Les relations sociales (consommateurs-producteurs par exemple), l'ambiance dans laquelle on mange et on vit, etc., peuvent aussi être biotruc ou biochose. Ce que je crains, c'est que l'écologie ne soit interprétée de façon trop égocentrique et utilisée pour fuir des problèmes sociaux. Pas de priorité absolue aux nombrils qui couronnent nos petits ventres!*

*Nicolas»*

Aux débuts de l'aventure, les participants étaient probablement plus intéressés à son aspect autogestionnaire et expérimental. Le jour de la distribution des sacs de légumes dans les quartiers, on se rencontrait pour échanger recettes et rêves, pour parler du jardin et de la vie, parfois pour

changer le monde... Le bulletin était rédigé par un groupe de quartier ou une «commission», qui savait souvent le farcir de projets et de réflexions à grande portée.

Rapidement les nouveaux coopérateurs se sont mis à donner plus d'importance à ce qu'ils mangent, ou font manger à leurs enfants, et ne se sont pas toujours montrés intéressés à élargir les enjeux. Lors de la dernière assemblée générale, il a été proposé de livrer la récolte d'une semaine en octobre (période de vacances scolaires) aux usines Peugeot en grève à Mulhouse; une voix s'est alors élevée pour demander quel rapport il y avait entre la participation à Cocagne et le soutien à une grève ouvrière...

L'idée de départ était de créer un réseau de coopératives de toutes formes et couleurs; c'était une époque où les communautés étaient nombreuses (ça simplifiait les livraisons!) et le genre de vie plus alternatif. Cette idée tient toujours à cœur aux jardiniers et à quelques-uns des membres, qui vivent dans des coopératives d'habitation (achetées ou louées) ou qui ont constitué des collectifs de travail plus ou moins réussis, plus ou moins durables. Mais la majeure partie des Cocagnards vivent en famille, ont un emploi rémunéré (enseignants, travailleurs sociaux, fonctionnaires), et ce n'est qu'une partie de leurs loisirs qu'ils consacrent à des mouvements associatifs. Par ailleurs, la relation n'est pas évidente avec les milieux, les plus «alternatifs», les plus radicaux: le choix du squatt, du troc, le refus du travail salarié, voire de l'argent, la vie vagabonde ne sont guère compatibles avec le paiement annuel d'une quote-part et la réception hebdomadaire d'un sac de légumes.

Néanmoins, la réflexion menée depuis le début de Cocagne sur la situation du

maraîchage à Genève et ailleurs, sur l'approvisionnement agro-alimentaire, sur le commerce international, se poursuit; la coopérative a participé à des discussions et des projets avec des associations paysannes, des groupes tiers-mondistes, écologistes, etc.

Les jardiniers sont évidemment les plus motivés à prendre des contacts, à adhérer à des associations de producteurs. «Les coopérateurs, écrit un ancien jardinier, ont aussi des intérêts communs avec toutes ces personnes avec qui nous discutons: avoir une nourriture plus saine, pouvoir améliorer nos relations, avoir un contrôle sur notre travail et ce que nous consommons, éviter de "sucrer" des intermédiaires en favorisant la distribution ou la vente directe, s'organiser de manière autonome dans les quartiers...» Mais là aussi le choix peut se poser entre différentes associations, producteurs biologiques ou paysans militants, selon l'éthique qu'ils défendent, la solidarité qu'ils pratiquent.

Depuis quelques années, un des jardiniers travaille chaque hiver à un projet d'autodéveloppement villageois au Sénégal et il est fait appel à la solidarité des coopérateurs pour le soutien à ce genre de projet.

Le jardin est aussi un lieu de rencontres. Des stagiaires y travaillent, ou des copains qui veulent essayer de lancer un projet analogue ailleurs. Des éducateurs y amènent des groupes d'enfants, de handicapés. Des pique-niques et des fêtes s'y déroulent souvent. Dans les sacs de légumes, il y a toujours place pour le bulletin d'informations et, parfois, pour des tracts ou des appels à la solidarité.

LA PRODUCTION

C'est évidemment l'aspect central de la coopérative. Reste



3 JARDINIERS CULTIVENT UN TERRAIN LOUÉ À CORSINGE



POUR 200 COOPÉRATEURS À RAUITAILLER CHAQUE SEMAINE; CIRCUIT COURT: DIRECTEMENT DU PRODUCTEUR AU CONSOMMATEUR



C'EST TUANT !



JE VAIS CHERCHER MES LÉGUMES DE LA SEMAINE



JE TRAVAILLE AUX CHAMPS 3 fois 1/3 journée PAR AN



JE PARTICIPE AUX RÉUNIONS D'UNITÉ ET À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

ÇA VA LOIN



LA GESTION ET L'ADMINISTRATION BÉNÉVOLES MAIS EFFICACES QUEL BOUTOT ?



MAIS TOUT BIEN RÉFLÉCHI IL FAUT UNE ALTERNATIVE

à savoir si elle peut être évaluée différemment que dans une entreprise classique.

De mars à août 1989, les légumes livrés ont dépassé de 30% les prévisions, et la situation devait se maintenir jusqu'en décembre. Les sacs de légumes se sont beaucoup diversifiés; mais certaines cultures (poireaux, salades) sont bien plus rentables que d'autres (haricots, petits pois, dont la récolte ne peut être rationalisée).

L'heure de travail est actuellement rémunérée 17 francs suisses nets. Elle «coûte» à Cogne en réalité 52,50 francs puisqu'il faut y inclure non seulement les charges sociales et les frais administratifs, mais encore le coût des semences, de l'eau, du terreau, l'amortissement et l'entretien des outils et des machines, la location du terrain, etc. C'est ainsi qu'on peut calculer le

prix de revient et la valeur des légumes distribués (rappelons que le prix indiqué pour les produits correspond au prix moyen sur le marché):

Salades

100 m2, 1000 pièces environ

Travail:

mise en culture, entretien, 10 h  
récolte, 8 h  
total, 18 h x 52,50 fr. 945.-

Produit:

800 salades x 1,30 fr. 1 040.-

Pommes de terre nouvelles

1000 m2

Travail:

mise en culture, entretien, 32 h  
récolte, 80 h  
total, 112 h x 52,50 fr. 5 880.-

Produit:

2500 kg x 1,80 fr. 4 500.-

Tomates 400 m2 (tunnels),  
900 plants env.

**Travail:**

plantons, 12 h  
 mise en culture, entretien, 84 h  
 récolte, 24 h  
 total, 120 h x 52,50 fr. 6 300.-  
 Produit:  
 3000 kg x 2,80 fr. 8 400.-

**Haricots verts** 200 m2

**Travail:**

mise en culture, entretien, 10 h  
 récolte, 30 h  
 total, 40 h x 52,50 fr. 2 100.-  
 Produit:  
 200 kg x 5 fr. 1 000.-

«Grâce aux nouveaux terrains mieux appropriés à la culture de certains légumes, ainsi qu'aux investissements en machines, installations d'arrosage et tunnels, nous travaillons le même temps pour une augmentation de productivité de 45% environ. Cette nouvelle situation est avantageuse mais nous contraint à une augmentation de la production totale.

L'augmentation de productivité doit servir d'une part à amortir les investissements, d'autre part à augmenter sensiblement les salaires.» Cela veut dire des quote-parts plus chères (10%), ainsi que des livraisons sur commande.

«Jusqu'à présent, notre envie était de produire d'abord et avant tout des légumes bon marché. Mais aujourd'hui c'est un peu différent: est-ce à cause de nos besoins qui changent, de notre âge, de notre philosophie, de notre envie de ne pas céder complètement à une agriculture ou un maraîchage hyper-productiviste (c'est pas la culture biologique, malheureusement, qui l'empêche). A long terme, nous pensons qu'on ne peut pas augmenter nos salaires seulement par une meilleure productivité. Ne faudrait-il pas augmenter la base de calcul actuelle en prenant le prix du marché non biologique, comme maintenant, avec en plus 5 à 10% pour la

culture biologique et des conditions de travail acceptables à long terme (aïe mon dos)? Cela laisserait le prix des légumes de Cocagne toujours bien en deçà des prix pratiqués sur le marché bio ou dans les magasins bio.»

(Bulletin, octobre 1989)

**Comptes 1988-89**

**Frais annuels:**

Location terrain + local 1 600.-  
 Fumier, terreau, etc. 4 700.-  
 Semences, plantons 12 700.-  
 Achat légumes 6 100.-  
 Eau 3 500.-  
 Entretien machines 8 000.-  
 Outillage et matériel 4 000.-  
 Transports, véhicules 13 000.-  
 Salaires + repas 72 000.-  
 Charges sociales 16 500.-  
 Amortissements 16 000.-  
 Admin., frais gén. 8 000.-  
 Bulletin 1 800.-  
**Total 168 000.-**

**Produits:**

Quote-parts légumes 145 000.-  
 (220 parts à 675.- en moyenne)  
 Ventes et commandes 13 000.-  
**Perte 10 000.-**

**Budget 1989-90**

Charges (base 88-89) 168 000.-  
 Augment. salaires 32 000.-  
**Total 200 000.-**

**Produits**

Quote-parts 165 000.-  
 (220 parts à 750.-)  
 Vente pain, œufs 5 000.-  
 Vente tomates, patates 5 000.-  
 Commandes groupées 20 000.-  
 Indemnités demi-journées  
 de travail non faites 5 000.-  
**Total 200 000.-**

A L O R S ?

Les Jardins de Cocagne auraient voulu préfigurer... un pays de Cocagne. Mais le monde est ce qu'il est, et nous sommes attachés à des formes de vie qui ne sont pas toujours en harmonie avec nos valeurs.

Si les jardiniers n'étaient pas des moteurs, la coopérative s'étierait. Les membres qui doivent faire trois demi-journées de travail au jardin n'y vont guère spontanément, certains demandent qu'on les convoque tel jour à telle heure. L'élargissement souhaité ne s'est jamais produit. Il s'est par exemple créé dans le sillage des Jardins de Cocagne des groupes d'achats coopératifs d'articles d'épicerie (céréales, fruits secs, détergents, etc.), mais ils ne s'intéressent qu'à la qualité des produits (biologiques, écologiques, bon marché) et non aux conditions de production.

Et pourtant l'expérience est riche et forte. Pensez un peu: des rapports différents au travail (au moins pour les jardiniers, mais aussi pour qui veut jouer le jeu), au marché, à la consommation, à la nature – voire aux mondes, au premier comme au tiers. Des rapports plutôt fraternels entre les coopérateurs dans les quartiers, entre leurs enfants. Est-il possible d'en demander plus à une coopérative?

Mais surtout: l'aventure peut se répéter partout. Les conditions seront certes différentes dans une très grande ville (il faudra donner plus d'importance encore au quartier, à la distribution, voire au transport depuis le jardin potager) et sous un autre climat (à Stockholm la saison est courte, à Canberra la terre est maigre, à Palerme on fera de l'orange et du cédrat bio). La répartition des tâches entre producteurs et consommateurs peut aussi être différenciée, et toutes les combinaisons sont imaginables avec basse-cour, arbres fruitiers, boulangerie-confiserie (vous voulez des recettes de bonbons aux légumes?). Cocagne à Genève peut accueillir visiteurs ou stagiaires, si ça vous tente.

marianne enckell

# MIRBEAU TOUJOURS ACTUEL

Chaleureuse et violente à la fois, pleine d'inquiétude et de cynisme, l'œuvre d'Octave Mirbeau reste d'une actualité étonnante. Ses romans, ainsi qu'une partie de ses nombreuses critiques d'art, ont été réédités il y a quelques années dans la collection 10/18. Récemment, ce sont plusieurs textes peu connus qui ont été publiés : *Contes de la chaumière* (1), en 1987, puis *Dans le ciel* (2) en 1989, et enfin *Combats politiques* (3), cette année (4).

Pierre Michel et Jean-François Nivet nous annoncent également la parution prochaine d'une biographie de l'écrivain, né en 1848 en Normandie et mort en 1917 à Paris. L'œuvre et la vie de Mirbeau n'avaient en effet donné lieu, jusqu'à présent, qu'à des travaux fragmentaires, aucune biographie véritable n'ayant encore été consacrée à cet auteur, l'un des plus importants du XIXe siècle. Et pourtant, de multiples événements jalonnent son existence, et le lecteur ne s'ennuiera pas à en prendre connaissance.

D'abord conservateur, influencé par son père, un notaire, Mirbeau signe des articles dès 1872 dans plusieurs journaux réactionnaires. Il se montre cependant féroce vis-à-vis de la bourgeoisie, incapable, selon lui, de gérer correctement le pays, et ses papiers ne sont pas du goût de tous. Il désigne malheureusement les Juifs comme principaux responsables de la situation, rejoignant en cela l'avis d'Arthur Meyer (son patron, qui pourtant était Juif, lorsque Mirbeau écrivait dans "Le Gaulois" !), de Drumont ou de Barrès.

Mais une évolution se fait peu à peu sentir. Un jour, Mirbeau subit une profonde déception amoureuse et se réfugie en Bretagne, où il vit comme marin-pêcheur durant quelques mois. A l'abri du tumulte de Paris, il prend conscience des pièges dans lesquels il était tombé. Un revirement s'opère en lui. Quand il revient dans la capitale, il reprend sa collaboration à la presse, mais ses articles ont changé de ton. Ils sont maintenant franchement anarchistes. Mirbeau va dès lors fustiger le cléricalisme, dont il a eu à souffrir durant son enfance, dénoncer le militarisme, le capitalisme. Ses ennemis ne sont plus les Juifs, comme autrefois, mais ceux qui prétendent rejeter sur ces individus la colère de la population. Les antisémites, remarque-t-il, détournent les accusations portées à l'encontre du capitalisme.

Lors de l'Affaire Dreyfus, il est l'un des plus actifs défenseurs du capitaine diffamé.

Il est l'ami de Zola et propose de régler la lourde amende infligée à l'auteur de *Germinal* après la parution de son texte, "J'accuse".

Mirbeau est de tous les combats menés en faveur du progrès social, à la fin du XIXe siècle. On retrouve fréquemment sa signature dans les journaux libertaires. S'il ne désapprouve pas les attentats de Ravachol, commis contre des magistrats qui avaient condamné à de sévères peines de prison des manifestants, il proteste pourtant contre ceux causés par Emile Henry, car ces attentats ne visaient aucune cible précise et parce qu'un ennemi de l'anarchie, selon lui, n'aurait pas agi autrement. En prenant ainsi position, Mirbeau se range sans fausse pudeur parmi les anarchistes. La publication des textes mentionnés plus haut permet de mieux connaître son aspect polémiste, mais aussi humaniste et révolutionnaire.

Mirbeau dénonce, nous l'avons dit, l'armée ou le cléricalisme, mais encore "l'amour de la propriété", qui lui apparaît "comme un crime" lorsqu'il observe "les hideuses déformations que ce sentiment met sur le visage des hommes, les lueurs farouches dont il emplit leurs regards" (*Dans le ciel*). Dans l'un de ses meilleurs romans, *Sébastien Roch*, il affirmait déjà que l'éducation, telle qu'elle est assurée, produit des hommes prêts aux comportements les plus vils pour asseoir leur confort, leur tranquillité. Avec ce livre, *Dans le ciel*, initialement publié en feuilleton, il récidive : "Mes professeurs, à moi, m'apprenent que seule la force physique est belle et enviable, et j'étais faible ; ils me forcèrent à révéler les vertus grossières, les actes lâches, les passions animales, la supériorité des brutes et l'héroïsme des boxeurs. Je sortis du collège dépourvu de tout, et discipliné à souhait."

Dans le recueil d'articles de presse intitulé *Combats politiques*, il fait preuve d'encore plus d'ardeur. Journaliste de renom, critique craint et adulé, il dispose, aux beaux jours de sa carrière, des plus célèbres tribunes où

s'exprimer : "Le Figaro", "L'Echo de Paris", "Le Journal", puis, plus tard, "L'Humanité". Dans ces journaux, tous bon teint à l'exception du dernier titre, il n'hésite pas à pourfendre le colonialisme, à prendre la défense de Dreyfus, à rédiger des odes à l'anarchie. Il est vrai qu'il éprouve pour Jean Grave, alors l'un des plus illustres représentants du mouvement libertaire, une sincère affection, et qu'il préfacera, de ce dernier, *La société mourante et l'anarchie*. Il sera également à ses côtés lorsque Zola et quelques autres écrivains, au nom de la "Société des Gens de Lettres", entendront lui interdire de publier certains textes dans son journal, "La Révolte", sans que les auteurs soient rétribués.

Mirbeau est un écorché vif, un réfractaire dans l'âme, ont écrit, dans une belle unanimité, ceux qui se sont intéressés à son œuvre. Avec lui, pas de demi-mesure, mais voilà, justement, ce qui explique pourquoi son œuvre n'a pas pris une ride, pourquoi elle ne saurait laisser indifférent. Comme nous y convient Pierre Michel et Jean-François Nivet, il faut lire et relire Mirbeau. Ses "coups de gueule", salutaires, sont des appels à la vie, de vraies bouffées d'air pur.

## THIERRY MARICOURT.

1) *Contes de la chaumière*, éd. Le Goût de l'Etre, B.P.403, 80004 AMIENS Cedex (50 F, franco)

2) *Dans le ciel*, 87 F, éd. L'Echoppe, 12, rue de la Gare, 14300 CAEN (à signaler, chez le même éditeur, une collection de textes très courts, "L'Envoi", comprenant entre autres : *Sur la statue de Zola*, de Mirbeau, et *Lettre au ministre des Beaux-arts*, de Gustave Courbet, qui refusait la légion d'honneur.)

3) *Combats politiques*, Librairie Séguier (la biographie de Mirbeau est annoncée pour octobre 1990, chez cet éditeur)

4) Sans oublier plusieurs volumes de sa correspondance avec Rodin, Zola ou Camille Pissarro, aux éditions Le Lérôt.

# AU-DELA DE LA DEMOCRATIE

*Fernando AGUIRRE  
Octavio ALBEROLA  
Murray BOOKCHIN  
Roger DADOUN  
Marianne ENCKELL  
Joao FREIRE  
Jean-Jacques GANDINI  
Alain THEVENET  
Philippe TONNELIER*



UN ESPACE POUR LA RENCONTRE ET L'IMPREVU *Alain Thévenet*  
LA DEMOCRATIE MISE A MORT PAR SES INSTITUTIONS MEME,  
L'EXEMPLE DE LA SUISSE *Marianne Enckell, Philippe Tonnelier*  
VOUS AVEZ DIT DEMOCRATIE? CRITIQUE DU MODELE DOMINANT,  
LES ETATS-UNIS D'AMERIQUE, *Jean-Jacques Gandini*  
VERS L'EN DEÇA DE LA DEMOCRATIE *Roger Dadoun*  
POUR UN MUNICIPALISME LIBERTAIRE *Murray Bookchin*  
AU-DELA DE LA DEMOCRATIE: LA DEMO-CRATIE *Octavio  
Alberola, Fernando Aguirre*  
LIBERTARISME ET DEMOCRATIE: TOURNER LE SIECLE *Joao Freire*

40 Francs (franco de port)